

éco 121

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

NOVEMBRE 2022

#125

www.eco121.fr

D 28899 -125- F: 6,90 €



LESAFFRE

SE
DOTE
D'UN CAMPUS
D'EXCEPTION P.32



LA PLASTURGIE
À L'HEURE DE
TOUS LES DÉFIS
P.12

→ LES ENTREPRISES DU PATRIMOINE VIVANT VEULENT RAYONNER DAVANTAGE P.8

→ ARCHIPELIA APPUIE SUR L'ACCÉLÉRATEUR P.35

GREEN BUSINESS FORUM

30 MARS 2023
ARENA STADE COUVERT
LIÉVIN

**DES SOLUTIONS POUR
BOOSTER LA TRANSITION
ENERGETIQUE ET
ENVIRONNEMENTALE
DES ENTREPRISES**



www.green-business-forum.com

Organisation :



Partenaires officiels :



Désindustrialisation, V2 ?

La dernière enquête de conjoncture de la CCI Hauts-de-France sur le troisième trimestre jette un sérieux froid. Ses constats sont fort inquiétants. Pessimisme pour 58% des dirigeants, plus d'un sur cinq (21%) craignant pour la pérennité de son entreprise, remise en question des projets d'investissements pour 42% d'entre-eux, remontée des problèmes de trésorerie avec l'inflation des matières premières, au premier rang desquelles l'énergie : trois quarts des dirigeants estiment que la crise énergétique a un impact modéré ou fort sur leur activité. Et plusieurs secteurs sont particulièrement affectés : construction, industrie et CHR.

Bref, l'heure n'est pas à l'euphorie, d'autant que les canons de 155 continuent leur œuvre destructrice dans les plaines ukrainiennes, créant un climat d'incertitude sur le Vieux Continent.

Cette situation devrait susciter une urgence nationale et une mobilisation générale pour nos entreprises. Le discours public commence nettement à intégrer cette prise de conscience. L'Allemagne a dégagé un plan à 200 Mds € que la France ne peut hélas plus se permettre. Mais ceci génère une concurrence déloyale l'autre côté du Rhin.

Et les divisions très fortes dans ce qui fut le couple franco-allemand sont elles

aussi inquiétantes notamment dans la défense très divergente de l'industrie automobile européenne. Dans une interview marquante de nos confrères du Parisien, Carlos Tavares et Luca de Meo (Stellantis et Renault) se montrent très critiques sur le béni-ouiouisme du tout-électrique en 2035, qui déroule aujourd'hui le tapis rouge aux constructeurs chinois, moins chers, mieux préparés, et qui bénéficient de droits de douane 2,5 fois inférieurs à ceux que les constructeurs européens doivent acquitter en Chine.

Sans remettre en cause une transition évidemment indispensable, il serait temps que le réalisme prenne le pas sur l'irénisme des bons sentiments. Ceux-ci, à travers les funestes Accords Multi-Fibres, avaient eu raison de notre industrie textile. Ils ont failli aussi tuer le nucléaire. Un peu de mémoire ne saurait nuire, sauf à risquer une nouvelle vague de désindustrialisation, alors même que le plan France Relance commençait à produire des résultats très tangibles.

À PROPOS D'ECO121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collèges d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises. Le deuxième collège, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et la Caisse d'Épargne Hauts de France qui contrôlent 33% des parts. Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collège professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires. Multicanal, Eco121 est également présent sur le web (www.eco121.fr) où il diffuse un flux régulier d'actus, sur LinkedIn et sur twitter (@eco121).

éco121

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 K€ Siret 528 819 485 00038 Siège social : Ecopresse - Parc Riveo 300 rue de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille Tél : 03 55 33 21 05 redaction@eco121.fr www.eco121.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Olivier Verley
DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
Olivier Ducuing

TENDANCES 4-11

- Top : Cheminées Philippe, l'activité s'embrase
- Les Entreprises du Patrimoine Vivant veulent rayonner davantage
- Tomogrow veut faire pousser 60 micro-fermes d'ici 2023

GRAND ANGLE 12-24

- Immobilier : les bâtisseurs à l'honneur
- La plasturgie à l'heure de tous les défis

TERRITOIRES 26-37

- Investisseurs de tous les pays, unissez-vous ... en Hauts-de-France !
- Lesaffre se dote d'un campus d'exception
- H2O at home veut réalimenter la pompe

ENTREPRENDRE 38-45

- Entreprise familiale : assurer sa gouvernance pour garantir sa pérennité
- Créatrice : Umus, des chaussures (quasi) naturelles
- Transmission : La famille Fortin s'encorde au groupe Cousin

DÉTENTE 48-50

- Tapis rouge arrageois
- Triangle amoureux au théâtre Raymond Devos

JOURNALISTES
Julie Kiavué
Guillaume Roussange

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO
Arnaud Lefebvre
Didier Nicolas

PUBLICITÉ
Rossel Conseil Médias
Tél : 03 20 78 42 34
contact@rosselconseilmedias.fr

SECRETARIAT GÉNÉRAL
Krisztina Bonieux
Tél : 03 55 33 21 05

DIRECTEUR ARTISTIQUE
Grégory Leduc

IMPRIMEUR
La Presse Flamande,
rue du milieu
59190 Hazebrouck

ISSN : 2109-3792
Dépôt légal : à parution



ECONOMIE : LA RÉGION EN MODE AGENCE

Xavier Bertrand va transformer les services de développement économique de la Région, sous la direction de Laura Marzouk, en format d'agence économique. « *Il s'agit d'un changement complet pour être plus business friendly* », décrypte le président de Région.



+74,1%

C'est la hausse du cours de Damartex entre le 4 et le 12 octobre, du fait de l'ambiance générale aux économies d'énergie, qui redonne des couleurs au Thermolactyl. Néanmoins sur quatre ans, le cours a été divisé de plus de moitié, passant de 38,6 € en janvier 2018 à moins de 15 € le 24 octobre dernier.

EURATECH AU COURANT

Après l'AFM, Entreprises & Cités, et la Banque des Territoires, c'est EDF qui va faire son entrée au capital d'Euratechnologies. Selon nos sources, l'énergéticien devrait intégrer le tour de table à hauteur de 1 M€. Dans l'optique de se positionner comme acteur de référence autour des « climate tech » mais aussi de la cyber.



Votre Top 5

LES ACTUS LES PLUS LUES SUR NOTRE SITE ECO121.FR

- 1 Tribune-hommage de Jean-Pierre Letartre : « penser Bruno »
- 2 L'IRD quitte la cote
- 3 Koussée Vanecke nommée définitivement présidente du directoire d'Euratech
- 4 Conjoncture : énormes cumulo-nimbus à l'horizon
- 5 Blancheporte ouvre son capital à Turenne et Nord Capital Investissement

INVEST'INNOVE EN PICARDIE

La plateforme de financement va organiser sa toute première rencontre en Picardie (à Amiens) le 8 février prochain. Une initiative menée en partenariat avec les pôles iTerra et Amiens Cluster. En parallèle, Invest'Innove va se doter d'une plateforme web à accès réservé aux business angels, Euradealflow, dont les projets seront filtrés par un comité de sélection commun avec Eurasanté et Euralimentaire.

www.gallorema.fr

GALLOREMA

VOTRE SPÉCIALISTE en matériels de manutention & de rayonnage en Champagne-Ardenne !

Votre agence du Nord
Avenue d'Immercourt
6200 ARRAS

MANUTENTION

Chariots élévateurs, gerbeurs, transpalettes



Vente • Location • SAV

(dépannage, rénovation sur-mesure, entretien)



RAYONNAGE


Plateformes de stockage, cloisons, bureaux, rack à palettes

Audit • Conseil
Installation et suivi des chantiers

Votre projet de rénovation énergétique clés en main

Avec notre partenaire Cozynergy*, confiez vos travaux à un spécialiste, qui s'occupe de tout pour vous.



En partenariat avec  cozynergy

CAISSE
D'ÉPARGNE
HAUTS DE
FRANCE



Banque & Assurances

Communication à caractère publicitaire.

* Cozynergy, Société par Action Simplifiée au capital social de 528 981,18 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse sous le numéro 799 225 149 0005 dont le siège social est situé 58 rue André Vasseur 31200 Toulouse. Le capital de Cozynergy est détenu majoritairement par 5 établissements du Groupe BPCE (Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes, Banque Populaire Grand Ouest, Caisse d'Épargne CEPAC, Caisse d'Épargne Midi-Pyrénées, Caisse d'Épargne Normandie).

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance - Capital social de 1 000 000 000 € - Siège social 136 Port de Flandres 59777 Luraille - 383 000 992 RCS Lille Métropole - Code NAF 6419 Z - N° TVA intracommunautaire FR34383000692 - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 008 031 - Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs» n° CPI 8001 2916 000 009 297 délivrée par la CCI Grand Lille - garantie financière : CEGC, 16 rue Hoche, Tour Kupka B - TSA 39999 92919 La Défense Cedex. Communication Commerciale - Octobre 2022 Crédit photo : iStock.

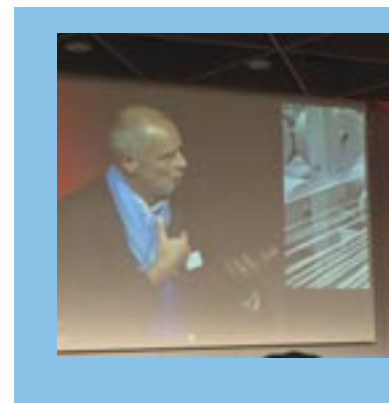


LE
TOPCHEMINÉES PHILIPPE :
L'ACTIVITÉ S'EMBRASE

La crise de l'énergie profite aux cheminées Philippe, dont le siège social est basé à Béthune. Également propriétaire de la marque Godin, fabriquée dans l'Aisne, le groupe a dû renforcer ses équipes de montage pour faire face à la demande en systèmes de chauffage au bois. 75 intérimaires ont été recrutés et le groupe envisage de "nouveaux investissements" dans ses cinq usines, selon Ludovic Lemahieu, directeur commercial de l'entreprise. Cheminées Philippe emploie 400 personnes.



©Barbara Grossmann



"ON VA DEVOIR
PASSER DU
LOIN ET PAS
CHER AU ICI ET
CIRCULAIRE !"

Arnold Fauquette,

président du réseau
Entreprendre Nord, lors de
la signature d'un partenariat avec
la Caisse d'Épargne Hauts
de France à l'échelle régionale,
le 18 octobre.

LE
FLOPALSTOM : LE DOUBLEMENT
DU MÉTRO LILLOIS VIRE AU FIASCO

Le passage de la ligne 1 du métro de 26 à 52 mètres avec un système d'exploitation automatique flambant neuf n'est décidément pas pour demain. Le président de la MEL Damien Castelain tape du poing sur la table - une nouvelle fois - pour obtenir des réponses et une échéance alors qu'Alstom a déjà dépassé le calendrier de 7 ans. Et le constructeur ferroviaire vient d'indiquer à la MEL qu'il était dans l'impossibilité de livrer le système de pilotage de nouvelle génération pour juillet 2023, qui était l'ultime deadline fixée par la MEL. Au terme d'une médiation, celle-ci avait déjà obtenu un protocole lui accordant d'importantes indemnités. « *Les principales difficultés rencontrées par le passé sont derrière nous* », affirme



toutefois Alstom, cité par le quotidien Les Echos. En attendant, le matériel roulant se dégrade et tombe régulièrement en panne, se lamente Damien Castelain, qui a saisi le ministre des transports Clément Beaune sur ce dossier.

«NOUS AVONS MIS
LES MOYENS POUR
COMBATTRE LE COVID.
NOUS METTRONS
LES MOYENS POUR
COMBATTRE LE COVID
ÉNERGÉTIQUE !»

Damien Castelain,
président de la MEL, face à
l'envolée des dépenses énergétiques

“DE L'ENDROIT OÙ JE SUIS ASSIS,
JE SUIS INQUIET DE CERTAINES
DISPARITIONS DE SAVOIR-FAIRE”

Eric Dupont,

directeur transformation et développement durable chez Chanel, lors d'une rencontre des Entreprises du Patrimoine Vivant à Entreprises & Cités, le 11 octobre (lire p.8)



“BIEN SÛR QUE LE SALAIRE EST
IMPORTANT. MAIS LA PREMIÈRE
CHOSE, C'EST LE SENS !”

Béatrice Kosowski,

présidente d'IBM France, à l'occasion de l'Investor Day au conseil régional le 11 octobre

“ ON NE VA PAS DEMANDER
AUX CLIENTS DE VENIR
MANGER EN DOUDOUNE ! ”

Marianne Barbier,

directrice de la halle de restauration Grand Scène, à propos de la baisse des températures dans les commerces (la Voix du Nord du 27 septembre)

“NOS ETI FAMILIALES
PEUVENT ÊTRE UN ACTEUR
IMPORTANT DE LA
RÉINDUSTRIALISATION
DE LA FRANCE”

Dimitri Dewavrin,

lauréat du prix Entrepreneur de l'année EY au titre des entreprises familiales.



“WAOUH !”

Dominique Legrand,

Le premier mot du discours du maire de Marquette-lez-Lille lors de l'inauguration du nouveau campus international de Lesaffre sur sa commune, le 13 octobre (lire p 32).

7 NOVEMBRE : Nuit du commerce, dès 18h30, Cité des Congrès, Valenciennes

8 NOVEMBRE : Conférence ADEME « Prospectives Transitions 2050 », de 9h à 12h, CCI Hauts-de-France

8 - 9 NOVEMBRE : Les assises de l'économie de la mer, dès 8h, Lille Grand Palais

9 NOVEMBRE : Afterwork CCI régionale et GRDF « Crise énergétique : comprendre pour agir », dès 18h, CCI Grand Lille

15 NOVEMBRE : Rencontres des experts de l'immobilier du Nord - Pas-de-Calais, dès 18h, Gare Saint-Sauveur, Lille

15 NOVEMBRE : Rencontres Entreprises et Territoires, Elispac, Beauvais

15 NOVEMBRE : Business Angels Academy (Cluster NSL), 18h30, Lille

16 - 17 NOVEMBRE : Connect Lille, toute de la journée, Cité des échanges, Marcq-en-Baroeul



Ci-contre, les carreaux en grès de cérame de Winckelmans.

En chiffres

74 établissements principaux

26 établissements secondaires

4 755 emplois

LES ENTREPRISES DU PATRIMOINE VIVANT VEULENT RAYONNER DAVANTAGE

Quel est le lien entre la distillerie Per-syn à Houlle (62), les billards Toulet à Bondues, les horloges Huchez à Ferrières (Oise), la Brasserie 3 Monts, Winckelmans et ses cérames de grès à Lille et depuis quelques jours Meert et ses gaufres incomparables ? Toutes font partie des Entreprises du Patrimoine Vivant ou (EPV). Elles sont seulement 74 dans la région Hauts-de-France à arborer ce label, qui n'est pas décerné facilement. Créé en 2005 seulement, il est rattaché à Bercy (avec un crédit d'impôt spécifique) et décerné pour 5 ans par les préfets de Régions, avec pour objectif de valoriser des entreprises uniques dotées de savoir-faire d'exception, industriels comme artisans.

QUI SONT NOS EPV ?

Le concept a bien pris puisque l'Hexagone peut s'enorgueillir à ce jour de 1448 entreprises du patrimoine vivant, dont 100 en région (74 établissements principaux, 26 secondaires), très nettement en dessous de son poids économique. Elles représentent 69 260 emplois en France, 4 755 chez nous. Soit une moyenne de 52 salariés.

Les Hauts-de-France veulent combler leur retard en matière d'Entreprises du Patrimoine Vivant. Un label d'Etat précieux qui reconnaît et valorise des savoir-faire exceptionnels.

Certains secteurs sont naturellement surreprésentés parmi les EPV : près de la moitié (46%) des établissements exercent leur activité dans l'ameublement-décoration et de l'architecture et patrimoine. La mode et la beauté couvrent de leur côté près du tiers des effectifs d'entreprises (32%). Enfin, les équipements industriels, médicaux et mécaniques regroupent 26% du total. A l'échelle du pays, il apparaît que l'Entreprise de patrimoine vivant moyenne réalise un volume de ventes de 11 M€, soit un chiffre d'affaires par salarié de 129 K€. Il faut aussi noter un particularisme fort, la dimension très internationale de ces entreprises. En moyenne, elles réalisent en effet 52% de leurs ventes à l'étranger. « C'est un vrai plus à l'étranger car c'est un label d'Etat. Il permet de passer des portes,

notamment au Japon, aux Etats-Unis, en Chine, en Corée », souligne Olivier Ducatillion, président de l'association régionale des EPV (AREPV), et de l'Union des Industries Textiles. L'association est chargée d'animer : elle hébergera par exemple les Entreprises du Patrimoine Vivant lors du prochain salon Made in Hauts-de-France, elle contribue à financer des vidéos de présentation. Et elle entend élargir le cercle. « Il faut qu'on recrute ! On est là pour promouvoir ce label », lance Olivier Ducatillion qui confie avec un sourire « s'être fait engueuler par le Préfet » du fait de la trop faible densité d'EPV en région.

Ce volume devrait toutefois croître assez vite au vu de la campagne en cours pour sensibiliser les entreprises à l'intérêt de ce label, et de la naissance d'un esprit de filière très perceptible lors de la soirée de lancement à Entreprises & Cités le 12 octobre ■ O.D.

Olivier Ducatillion et Claire Bricout, en charge de l'association régionale



EURATECHNOLOGIES

Koussée Vaneecke, 45 ans, est confirmée présidente d'Euratech, après en avoir assuré l'intérim suite à la révocation de Nicolas Brien début septembre. Cette ESCP Business School a débuté chez Danone (1999) comme chef de produit puis chez Pernod Ricard (2004). Depuis une dizaine d'années, elle occupe des



postes de direction marketing et de Dg. Notamment chez Webhelp, Cegecim ou encore

Comexposium. Elle a été nommée Dg d'Euratech en janvier 2022.

KEOLIS LILLE MÉTROPOLE

Franck Garcon est le nouveau Dg de Keolis Lille Métropole et succède ainsi à Gilles Fargier qui occupait le poste depuis 2013. Après une rapide expérience comme contrôleur de gestion chez Darty, ce Skema débute en 1991 sa carrière au sein du groupe Keolis. D'abord comme responsable du contrôle de gestion. Il est nommé contrôleur



régional Nord Est six ans plus tard, puis directeur délégué adjoint du périmètre Flandres-Artois. En 2008, il est nommé directeur industriel de Keolis Belgium, avant de revenir à Lille en 2015 en tant que directeur régional Nord Est.

DALKIA NORD-OUEST

Fabien Brémont est le nouveau directeur de la région Nord-Ouest de Dalkia, filiale du groupe EDF spécialisée dans les services énergétiques. Cet ESSEC de 44 ans a commencé sa carrière chez EDF en 2003. En rejoignant d'abord la direction financière, puis le cabinet du Pdg Pierre Gadonneix et enfin en intégrant EDF Trading à Londres. En 2015, il rejoint Dalkia comme directeur



commercial Nord-Ouest. Avant de devenir en 2019 membre du Comité Exécutif de l'entreprise, en charge de l'International, son dernier poste. Il reste membre du Comité Exécutif et conserve la supervision de Dalkia au Royaume-Uni (filiale Imtech). En région et en Normandie, il supervisera pas moins de 2 100 salariés, répartis dans les cinq centres opérationnels Dalkia.

CIUCH

Sylvain Bèle prend la direction générale de Ciuch et fait son entrée au capital, au côté de



Francis Ciuch, qui passe quant à lui de Pdg à président. Maître en biologie, il a été responsable de la conservation dans la biomédicale lilloise IT Omics en 2004, puis gérant et directeur commercial de la société d'ingénierie Serim en 2006. Huit ans plus tard, il rejoint MC-

Therm (ex-ICTDP) comme directeur de site. Avant d'être nommé directeur opérationnel du groupe Ciuch.

JLL

A 43 ans, **Maxime Debievre** rejoint JLL comme directeur de l'investissement régional. Il débute en 2002 comme auditeur financier chez KPMG. L'année suivante, il devient ingénieur d'affaires grands comptes chez Logica. En 2006, il intègre CBRE à Paris en tant que consultant bureaux. Il deviendra par la suite directeur de l'équipe bureaux puis directeur associé du pôle investissement bureaux. Fonctions qu'il occupera dès 2017 à Lille.

**MUSÉE DE FLANDRE**

A 39 ans, **Cécile Laffon** prend la direction du musée



départemental de Flandre. Experte dans l'art flamand et commissaire d'exposition, elle fait ses premières armes dans le Grand Est, au musée historique lorrain puis au musée barrois. Elle rejoint le musée de Flandre en 2007 comme adjointe à la direction.

ENTREPRENEUR EY

EY a dévoilé le 10 octobre lors d'une soirée à l'hippodrome de Marcq-en-Barœul son palmarès 2022 du prix de l'entrepreneur de l'année pour la région Nord



(élargie). **Matthieu Ramery**, 44 ans, est à la tête du groupe familial de BTP créé il y a 50 ans par son père

Michel, et qui emploie 3 000 salariés pour un chiffre d'affaires de 560 M€. Un groupe nourri par trois leviers principaux : l'innovation, le développement durable et la performance globale.

URIOPSS HAUTS-DE-FRANCE

Dominique Demory succède à Annette Glowacki à la présidence de l'Uriopss régional. Il a été éducateur spécialisé puis chef de service éducatif et directeur dans divers établissements de protection de l'enfance du Pas-de-Calais. Il a participé à la création de l'association Accueil et Relais dont il a été le Dg de 2003 à 2018.

FRANCE 3 HAUTS-DE-FRANCE

Christophe Poullain est nommé directeur de France 3 Hauts-de-France. Cet ESJ Paris a rejoint France Télévisions en 2010 dans la capitale. D'abord comme chef du service enquêtes et reportages France 3, avant de devenir rédacteur en chef adjoint du Grand Soir 3 en 2014. Deux ans plus tard, il est nommé rédacteur en chef du Grand Soir 3, son dernier poste.

PORTRAITS EXPRESS**PORT DE LILLE****Ferenc Szilágyi**

Un nouveau capitaine à la barre

Nouveau capitaine à bord. Alain Lefebvre, Dg des Ports de Lille depuis 9 ans, cède son siège à Ferenc Szilágyi. Expert en logistique multimodale et portuaire, ce dernier a piloté divers projets de transports intermodaux et portuaires dans les bassins hydrauliques français et du Benelux. Au cours de sa carrière, Ferenc Szilágyi a notamment été vice-président de l'opérateur Logi Ports Shuttle (regroupement de Logiseine et Logirhône), directeur de la CFNR — délégation conteneur du Benelux ou encore Dg du terminal de Bruxelles. Depuis 2019, il assurait la présidence de la plateforme belge Blue Line Logistics. En binôme avec



Alain Lefebvre jusque fin d'année, Ferenc Szilágyi prendra pleinement ses fonctions au 1er janvier 2023.

VÉOLIA HAUTS-DE-FRANCE**Alexandre Lagny**

Un grand voyageur aux commandes

Alexandre Lagny prend la tête de la direction régionale de Veolia, gestionnaire des ressources des collectivités et des industriels. Il succède à Aurélie Lapidus, nommée pour sa part directrice financière et Dg déléguée de Veolia water technologies. L'ingénieur de Centrale Supélec est un pur produit de la maison qu'il rejoint en 1993 comme directeur adjoint Veolia Eau à Caen. Avant de s'envoler pour 23 ans, dès 1995, à travers le monde. Il a notamment été chef du département de construction de Veolia Eau en Argentine, directeur technique au Mexique, responsable de la division réseau de Budapest ou encore directeur Veolia de la Nouvelle-Zélande, son dernier poste.





LOGICIELS MÉDICAUX : POSOS LÈVE 9,8 M€ POUR ACCÉLÉRER

200 000 en Europe, dont 10 000 en France. C'est le nombre de décès liés, chaque année, à un mauvais usage des médicaments, notamment à des interactions entre molécules. Pour lutter contre ce problème de santé publique, la start up Posos, fondée en 2017 à Amiens, vient d'annoncer une levée de quelque 9,8 M€ auprès de Cap Horn et de Mélusine Holding, ses investisseurs historiques, ainsi que des fonds Sofiouest, Captech Santé, NFA, d'AG2R La Mondiale, épaulés par la Banque des territoires.

Avec cette opération, Posos, qui emploie déjà une quarantaine de personnes, veut accélérer le déploiement de sa technologie logicielle au sein des établissements de santé français, comme internationaux. Celle-ci repose sur un système d'analyse, via l'IA, des prescriptions médicales, afin d'y rechercher des interactions potentielles et,

**DÉJÀ 85 000
PROFESSIONNELS ONT
ADOPTÉ SA TECHNOLOGIE**

en cas de problème, de proposer un traitement de substitution. Pour cela, le logiciel passe au crible un immense corpus de 20 millions de documents issus de sources médicales, les AMM notamment, grâce à son système avancé d'analyse du langage. Le professionnel de santé a simplement à entrer dans le système les prescriptions du patient, voire simplement à scanner ses ordonnances à l'aide de son smartphone.

« L'objectif est bien de sécuriser la prise en charge, notamment à l'heure où la question des effectifs, du surmenage des équipes, se pose au sein des hôpitaux français », témoigne Emmanuel Bilbault (photo), président et cofondateur de Posos. La technologie de sa start up a déjà été adoptée par 85 000 professionnels, dont la moitié de médecins. Le dirigeant entend passer à une échelle supérieure grâce à cette levée de fonds. Une vingtaine de salariés supplémentaires vont être recrutés dans les prochains mois, afin de permettre son déploiement à l'étranger. Posos, qui ne communique pas ses chiffres actuels, espère ainsi parvenir à franchir la barre des 20 M€ de chiffre d'affaires « d'ici quatre ans », annonce Emmanuel Bilbault. **G.R.**

NectarGo lève 2 M€ pour mailler le pays

En 2021, Martin Pennel fonde NectarGo à Euralimentaire. Avec l'objectif de rapprocher et simplifier la relation commerciale entre grande distribution et producteurs pour, *in fine*, développer l'offre de produits locaux en magasin. Pour accélérer le développement de sa start up, et l'amélioration de sa plateforme, le fondateur a réalisé sa première levée de fonds à hauteur de 2 M€. Bouclée auprès de plusieurs fonds,



Business Angels et Family office dont les parisiens High Flyers Capital et l'accélérateur 50 Partners Impact.

NectarGo entend désormais poursuivre son déploiement avec l'ambition affichée de couvrir l'ensemble du territoire national d'ici la fin 2023. Avec une trentaine de salariés, soit le double de ses effectifs actuels. Sa solution a déjà séduit 500 producteurs français et enseignes telles Carrefour Market, Leclerc, Intermarché, Cora ou encore Match.

Vivocaz en route vers le B to B



Le soissonnais Jean-Charles Roy (photo) a fondé Vivocaz en 2018. L'appli mobile permet de créer en quelques clics le « carnet de santé digital » de son véhicule. Permettant ainsi sa gestion, son entretien et connaître son estimation avant une vente. Accompagnée dès son lancement

par Initiative Aisne, Bpi, la Région ou encore HDFID, Vivocaz entend aujourd'hui se développer. Elle lancera d'ici la fin de l'année une solution dédiée aux entreprises ; gestionnaires de flottes de véhicules, Tpe-Pme ou encore professions libérales. Vivocaz emploie à ce jour 7 personnes.

7 M€

C'est le montant du tout premier tour de table de Benefiz, l'outil qui digitalise et simplifie la gestion des avantages sociaux des salariés de Tpe-Pme. Ces fonds sont apportés par un pool d'investisseurs régionaux, nationaux et internationaux (Finorpa, le francilien OneRagtime, le lyonnais Evolem ou encore le londonien Edenred Capital Partners). Ils permettront à la start up — fondée en 2020 par Christophe Triquet — de poursuivre le développement de sa plateforme. Avec un objectif inchangé : redonner du pouvoir d'achat aux salariés.

Swoop Energy primée au national

Sept mois après sa création, la jeune pousse roubaisienne Swoop



Energy est désignée lauréate du concours d'innovation Nova, organisé au salon Batimat par le spécialiste de la construction modulaire Avelis. Swoop Energy a été primée pour son projet de générateurs zéro émission. Ceux-ci visent à remplacer les groupes électrogènes traditionnels et fonctionnent à partir du réemploi des batteries de véhicules électriques usagées. « Ces batteries sont envoyées en recyclage alors qu'elles disposent encore au minimum de 70% de capacité de stockage, explique Swoop Energy. Elles peuvent toujours être utilisées

pour stocker de l'électricité qui sera consommée ultérieurement. » Grâce à son prix, l'entreprise bénéficiera de l'accompagnement d'Avelis. Qui pourra, selon l'avancée de son projet, tendre jusqu'à l'incubation, le financement ou la collaboration. A ce jour, Swoop Energy est incubée à Blanchemaille.

+ 25 M€

C'est le montant des levées de fonds déjà enregistrées, à date et depuis le début de l'année, par les entreprises de nutrition-santé régionales. Dans cette enveloppe, 7,9 M€ ont été fléchés vers les sociétés incubées. L'an dernier, les levées de fonds ont totalisé 17,5 M€ (hors celle de 28 M€ bouclée par Genfit).

Thérapie digitale pour Mdooris et HypnoVR

L'un est leader du monitoring continu et non-invasif de la douleur. L'autre, de l'hypnose médicale par réalité virtuelle. Ensemble, ils nouent un partenariat innovant et unique au monde. Qui vise le développement de la future génération de réalité virtuelle thérapeutique dédiée au traitement de la douleur et de l'anxiété. La solution HypnoVR intègre la technologie ANI de Mdooris Medical Systems permettant une mesure en temps réel de l'activité du système nerveux des patients hospitalisés.

 Save the date !

17 novembre

Événement recrutement MeetUp Talents de la Plaine Images. Entreprises régionales, partagez vos offres d'emplois dans les métiers des industries créatives ; communication, jeu vidéo, animation, audiovisuel, développement informatique... De 17h à 20h

TOMOGROW VEUT FAIRE POUSSER 60 MICRO-FERMES D'ICI 2023

Réinventer l'expérience client en transformant le distributeur en producteur. Telle est la promesse de la jeune pousse nordiste TomoGrow, née il y a tout juste un an. Basée à Willems, l'entreprise créée par les ingénieurs Jérémie Delbart (ICAM) et Camille Ernould (ISA) conçoit des micro-fermes autonomes et connectées, de la taille d'une armoire, dans lesquelles poussent des aromates locaux, sans pesticides et ultra-frais. Originalité du concept ? Basilic, coriandre ou autres ciboulettes sont cueillis directement par les clients en rayon fruits et légumes de leur enseigne de grande distribution. « Généralement, les clients choisissent les plants les plus fournis. Les plus jeunes peuvent ainsi continuer à pousser tranquillement dans la micro-ferme », raconte la cofondatrice Camille Ernould. Une armoire renferme environ 240 plants. Vendu chacun à 1,99€ en moyenne. TomoGrow réalise ses semis

dans une « ferme-mère » installée dans un conteneur réhabilité. Une fois placés en pot dans les micro-fermes, les plants se développent naturellement... et presque sans eau. Grâce à un procédé développé par TomoGrow et protégé par deux brevets. « Notre mode de production nécessite 90% d'eau en moins que les cultures habituelles, de même taille, en pleine terre », précise Camille Ernould. Ses micro-fermes ne demandent aucune maintenance particulière. Et n'ont besoin que d'une prise électrique pour fonctionner. « C'était l'une des conditions du distributeur avec lequel nous avons développé le concept », indique la Nordiste. Autre avantage, et non des moindres : ces micro-fermes permettent d'éviter les grandes pertes enregistrées par la grande distribution en rayon frais. Celles-ci sont d'environ 30% et peuvent atteindre les 70% pour les aromates, contre 2% grâce au concept de TomoGrow.

Avec ses 5 salariés, l'entreprise incubée à Euratech a installé deux premières micro-fermes en métropole lilloise, dont l'une dans un Carrefour Market à Tourcoing. Son objectif est d'atteindre les 60 micro-fermes en région fin 2023, avant de pousser nationalement pour atteindre les 3 M€ de chiffre d'affaires d'ici trois ans.





LA PLASTURGIE À L'HEURE DE TOUS LES DÉFIS

LA PLASTURGIE EN HAUTS-DE-FRANCE

- 330 entreprises de plasturgie & composites

- Près de 12 500 salariés, soit près de 1 % de l'emploi régional



TEXTES Arnaud Lefebvre

La filière plasturgie des Hauts-de-France prend de plein fouet la hausse des prix des matières, de leur transport et, surtout, de l'énergie. En proie également à des difficultés de recrutement, ses acteurs n'ont d'autres choix que de continuer d'investir, contraints ou incités par les évolutions réglementaires et par la montée en puissance de l'économie circulaire. Focus sur une filière discrète mais stratégique.

- **3,3 mds €** de chiffre d'affaires agrégés, soit **2 %** environ du PIB régional

- **Effectif moyen : 47 salariés** (36 en France)
- **8,7 %** du nombre d'établissements basés en France

- **10,7 %** de l'emploi national
- **11 %** du chiffre d'affaires national

Sources : Polyvia, Hauts-de-France Innovation Développement et CCI

Une fois n'est pas coutume, le plastique est à l'honneur... Le temps d'une semaine. Après une édition inaugurale réussie de son «Plastic Day» l'an dernier, Plastium voit plus grand en organisant, du 17 au 24 novembre prochains, sa première «Plastic Week». Pour le pôle d'excellence économique qui fédère une centaine d'acteurs de la filière Plasturgie-Composites en Hauts-de-France, cette manifestation vise, au travers d'ateliers, de conférences et de webinaires, à «affirmer la réalité» de cette industrie locale. Une industrie dont le poids économique et social pèse lourd. Avec environ 330 entreprises employant près de 12 500 salariés, elle a généré un chiffre d'affaires agrégé de 3,3 mds € en 2017, dernière donnée disponible. En outre, «elle se distingue par sa diversité, que ce soit en termes de tailles d'entreprises représentées (TPE, PME, ETI et grands groupes), de procédés de transformation (injection, extrusion, thermoformage...) et de marchés ciblés (emballage, automobile, bâtiment, santé...)», insiste Nathalie Raps, déléguée régionale du syndicat professionnel Polyvia Hauts-de-France.

Les Hauts-de-France sont la deuxième région la plus importante au sein de cette filière tant en nombre d'établissements que d'emplois, derrière Auvergne Rhône-Alpes. «Autre signe de son dynamisme, c'est une industrie qui attire les investisseurs étrangers, à l'image de l'annonce récente par le groupe américain Corning de la construction à Ruitz, près de Béthune, d'un campus de production et de distribution de consommables de laboratoires en France», insiste Jean-Christophe Godest, responsable du service Centre d'études et d'aide à la décision (CEAD) de Hauts-de-France Innovation Développement. D'un montant supérieur de 150 M€, ce projet génèrera une centaine d'emplois en première phase.

DES COÛTS ÉNERGÉTIQUES PARFOIS DÉCOUPLÉS

Toutefois, le contexte n'est pas le plus porteur qui soit pour nos plasturgistes. Une partie d'entre eux fournit les constructeurs automobiles – les Hauts-de-France comptent pour un tiers environ de la production nationale de véhicules –, à l'image de Faurecia et de Plastic Omnium. Certains pâtissent du recul du marché



DAUREMA EMBALLÉE PAR LA FIBRE DE CELLULOSE MOULÉE

Remplacer les emballages plastiques par des emballages à base de fibre de cellulose moulée, tel est le pari de Daurema. Créée l'an dernier, cette entreprise nordiste finalise actuellement la mise en place de ses deuxième et troisième lignes de production au sein d'un bâtiment de 2 500 mètres carrés, à Wattrelos. «Il s'agit d'une véritable usine 4.0, dont le coût, de 4 M€, a bénéficié du plan France Relance», témoigne Florian Lefebvre, actionnaire de la start up et par ailleurs dirigeant de Plastisem, spécialiste de l'injection plastique à Neuville-en-Ferrain. Une dizaine de recrutements sont en cours. Dans un premier temps, Daurema vise une production de 40 millions de barquettes (fruits, légumes, plats préparés) par an. Si d'aucuns jugent le recours à la cellulose moulée porteur sur le long terme, les premiers pas de la jeune société pourraient toutefois être rendus compliqués par la conjoncture. «Le coût unitaire de ces barquettes écologiques est environ 3 centimes



plus cher que celui des barquettes en plastique, ce qui n'est pas négligeable pour les clients dans la période actuelle », pointe un professionnel de la plasturgie ■



français des immatriculations (- 11,8 % entre janvier et septembre 2022). Face au ralentissement généralisé de l'activité, ils ne sont toutefois pas les seuls. « Si la dynamique reste bonne pour nos contrats existants, la demande pour de nouveaux projets s'inscrit en nette diminution depuis quelques mois », confirme Florian

Lefebvre, dirigeant de Plastisem (1,5 M€ de chiffre d'affaires), spécialiste dans l'injection plastique et la conception de pièces de moyenne série, à Neuville-en-Ferrain.

Mais le principal motif de préoccupation des professionnels de la filière est ailleurs. Gros consommateurs de gaz et, surtout, d'électricité, ils y consacrent l'équivalent de 2,5 à 3 % de leur chiffre d'affaires, parfois jusqu'à 6 %. L'envolée des prix de l'énergie depuis le début de la guerre en Ukraine les affecte donc tout particulièrement. « Pour certains de nos adhérents, la facture énergétique a augmenté dans un rapport de

2 à 10 fois! », assure Nathalie Raps. Pour ne rien arranger, le mouvement inflationniste actuel ne se limite pas à cela. « Selon les types de matières, les prix des plastiques se sont appréciés de 20 % à 100 % sur la période », pointe Florian Lefebvre, tandis que leur transport s'est lui aussi sensiblement renchéri. « Dans ce contexte, la progression attendue de notre chiffre d'affaires



QUESTIONS À...

JEAN-PAUL BLANC,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE PLASTIUM

**“LA PÉNURIE DE MAIN D'ŒUVRE
FRAPPE TOUS LES POSTES”**



Envolée des prix des matières et de leur transport, de l'énergie, nécessité d'investir pour décarboner la production... La filière plasturgie des Hauts-de-France est-elle en danger ?

De taille moyenne et sous-traitantes, la plupart des entreprises de cette filière se trouvent depuis longtemps dans une position de faiblesse, car prises en étau entre des donneurs d'ordres et des fournisseurs de matières premières généralement plus gros qu'elles. Même si le phénomène ne les affecte pas de façon homogène, le mouvement actuel d'inflation ne peut que les fragiliser.

Faut-il s'en inquiéter ?

Même si plusieurs sociétés ont engagé récemment des mesures de réduction de leurs coûts, l'optimisme domine. Afin de répondre à de nombreuses problématiques du moment, comme par exemple l'allègement des véhicules, le recours aux plastiques et aux composites est appelé à s'intensifier. Dans ce cadre, les acteurs régionaux de la plasturgie ont un rôle stratégique à jouer. De plus, les adhérents de Plastium ont su démontrer au fil des années leurs capacités d'adaptation et d'innovation, en particulier dans le domaine de l'économie

circulaire et de la recyclabilité de leurs produits.

Mais alors que chacun continue d'avoir des projets d'investissement, une partie d'entre eux sont malheureusement contraints de réduire la voilure, voire d'en annuler, en raison... d'un manque d'effectifs. Touchant à l'époque principalement le métier de monteur régleur, la pénurie de main d'œuvre frappe désormais tous les postes.

Comment comptez-vous, chez Plastium, remédier à cet écueil ?

Nous allons déployer un vaste plan visant à promouvoir l'attractivité de la filière. A l'occasion

de la «Plastic Week 2022» du 17 au 24 novembre, nous allons inaugurer un «Label d'Excellence RH» auquel pourront postuler les entreprises du secteur – obtention sur la base d'un audit allant du processus de recrutement jusqu'à la politique de gestion des carrières –, ainsi qu'une «Marque Employeur Collective». A travers celle-ci, nous chercherons à casser les idées reçues sur cette industrie et à communiquer auprès des jeunes, notamment. Dans cette même logique, nous engagerons également à destination du grand public un «Plastic Tour» prochainement ■ Recueilli par A.L.

**“LE RECOURS
AUX PLASTIQUES
ET AUX COMPOSITES
EST APPELÉ À
S'INTENSIFIER”**



faïences en 2022, autour de 30 M€ contre 26 M€ l'an dernier, ne signifiera pas forcément que nous avons gagné plus d'argent, mais seulement que nous sommes parvenus à répercuter une partie de nos surcoûts sur nos clients», prévient Rémy Belval, responsable des affaires publiques de TT Plast, fabricant d'emballages plastiques basé à Lens.

LE SALUT PAR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Même si la plupart des acteurs se veulent confiants quant à leur capacité de rebond, tous pourraient cependant ne pas en sortir indemnes. Certains ont même commencé à ralentir leur production et à placer une partie de leurs collaborateurs au chômage partiel.

«*Mon inquiétude se porte notamment sur des entreprises vieillissantes qui, fragilisées, n'ont pas d'autre choix que d'investir lourdement afin de changer de modèle*», indique Olivier Varlet, directeur général du pôle de compétitivité EuraMaterials, tourné vers les industries de transformation des matériaux, à Tourcoing. Le changement de modèle évoqué, c'est celui lié à l'économie circulaire.

"LE PLASTIQUE VIERGE EST PARFOIS MOINS ONÉREUX QUE LE PLASTIQUE RECYCLÉ"

**Rémy Belval,
TTPlast**

Depuis plusieurs années, la plupart des plasturgistes de la région se sont engagés dans ce virage : récupération des déchets plastiques de leurs clients, augmentation de la part de matières recyclées dans la production, réflexions autour de l'utilisation de polymères biosourcés... Mais le durcissement de la réglementation en matière environnementale et les attentes croissantes des donneurs d'ordres et des clients finaux impliquent d'aller encore plus loin. Ce qui suppose d'accroître les investissements. L'effort financier est d'autant plus conséquent, relève Rémy Belval, que «*le plastique vierge est parfois moins onéreux que le plastique recyclé*», et bien moins encore que les bioplastiques (voir encadré).

LA RÉGLEMENTATION, ACCÉLÉRATEUR D'INNOVATION

Outre les exigences de leurs donneurs d'ordres, la démarche d'innovation des entreprises de la filière plasturgie est largement influencée par les évolutions réglementaires récentes. En France, le décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 impose par exemple aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels (GPI) de mettre en œuvre des mesures de prévention des pertes et rejets dans l'environnement, tandis que la loi Anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC) de 2020 dont est issue ce décret prévoit notamment la fin de la mise sur le marché des emballages en plastique à usage unique d'ici 2040. Mis en œuvre à l'échelle européenne, le paquet de textes sur la finance durable (NFRD, CFRD, SFRD, Taxonomie) va également peser de plus en plus sur les acteurs du secteur dans la mesure où il incite les investisseurs à orienter leurs financements vers les entreprises dont la politique de décarbonation de leurs activités est la plus ambitieuse ■



UNE OFFRE DE FORMATIONS RICHE

Si ces obstacles ne suffisaient pas, un autre écueil, humain celui-là, s'invite dans la transition du secteur. «*Bien que nous soyons récemment parvenus à embaucher deux jeunes issus d'un BTS plasturgie, il est compliqué de trouver des recrues*», constate Florian Lefebvre. Un avis unanimement partagé. «*Les métiers de la plasturgie ne font plus rêver bon nombre de jeunes, ce qu'on ne peut que déplorer* », abonde Oli-

vier Varlet. Pour autant, beaucoup considèrent que la filière régionale dispose des atouts de nature à infléchir cette tendance. Entre les lycées Beaupré à Haubourdin, Fernand Degrugillier à Auchel (62), Gay Lussac à Chauny (Aisne) ou Roberval à Breuil-le-Vert (Oise) sans parler de l'IMT Nord Europe (Douai), l'offre de formations dans les Hauts-de-France est à la fois riche et complète, du CAP au doctorat.

"LES MÉTIERS DE LA PLASTURGIE NE FONT PLUS RÊVER BON NOMBRE DE JEUNES, CE QU'ON NE PEUT QUE DÉPLORER"

Olivier Varlet, EuraMaterials

«Même si le nombre de candidatures tend à stagner depuis quelques années, nous continuons d'en recevoir entre 300 et 350 de très bon niveau par an, pour des promotions d'une soixantaine d'élèves», se réjouit ainsi Jean-Luc Caenen, responsable des formations en apprentissage à l'IMT Nord Europe. «Avec plus de 300 apprentis dans cette filière, la région figure au deuxième rang national», complète Jean-Christophe Godest.

Face aux difficultés de certains de ces cursus à attirer, la profession en appelle notamment au lancement d'actions de communication et de sensibilisation dans les écoles et les structures comme Pôle Emploi. C'est l'une des ambitions de Plastium. Après sa « Plastic Week », le pôle entend en effet partir l'an prochain à la conquête de ces publics dans le cadre, cette fois, d'un grand «Plastic Tour» ■

BIOPLASTIQUES : DE NOMBREUX FREINS

Le terme générique «bioplastique» désigne à la fois les plastiques biosourcés, c'est-à-dire issus de la biomasse (matière végétale ou animale), et les plastiques biodégradables. «Utilisés dès les années 1980, principalement dans l'univers médical» comme le rappelle Cédric Samuel, enseignant-chercheur à l'IMT Nord Europe, leur usage s'est depuis diffusé à nombreux secteurs, comme l'emballage, le textile, l'automobile ou encore les biens de consommations. Avec, pour corollaire, une croissance de leur production de près de 20 % dans le monde au cours des cinq dernières années, autour de 2,42 millions de tonnes d'après l'association de lobbying European Bioplastics. Un volume certes substantiel, mais une goutte d'eau à l'aune de la production annuelle de plastique, qui avoisine 460 millions de tonnes selon l'OCDE !

Plusieurs facteurs tendent à l'expliquer. A la différence de l'acide polylactique (PLA), des polyhydroxyalkanoates (PHA) et du poly (PBS), tous les bioplastiques ne sont déjà pas biodégradables, limitant de facto leur image «bio». C'est le cas, par exemple, du polyéthylène téréphtalate (PET). Selon European Bioplastics, seulement 64,2 % de la production de bio-

plastiques ont concerné des matériaux biodégradables en 2021. A cela s'ajoutent d'autres limites, liées à leurs propriétés techniques. «De la chaleur est nécessaire pour la biodégradation des bioplastiques ; ainsi, si une bouteille conçue en PLA a contenu de l'eau froide, ce processus peut prendre plusieurs mois», observe Nathalie Lazaric, directrice de Recherche au CNRS et coordinatrice du laboratoire de nouveaux polymères biosourcés pour une économie circulaire BIOLOOP.

EXIT LE GAÏALÈNE

Se posent enfin des enjeux financiers. «Chaque polymère a sa filière de recyclage, ce qui implique d'investir dans de nouvelles machines ou de modifier le réglage de celles existantes», poursuit Nathalie Lazaric. De plus, comme l'illustre l'initiative de production de bioplastiques à base d'amidon lancée au début des années 2010 par Roquette (le Gaïalène) et vite abandonnée, «de nombreux projets dans ce domaine n'ont pas été des succès commerciaux à cette époque, relate Cédric Samuel. Ce paramètre explique en partie pourquoi l'Institut des matériaux biosourcés, créé à Lille en 2014, a fermé en 2018.» ■

L'équipementier automobile va investir 160 M€ à Compiègne pour cette usine au cœur de sa stratégie pour devenir n°1 mondial de la mobilité hydrogène.

PLASTIC OMNIUM CRÉE LA PLUS GRANDE USINE DE RÉSERVOIRS À HYDROGÈNE D'EUROPE

Elisabeth Borne elle-même escortée d'un aréopage de ministres a fait le déplacement sur le site de Plastic Omnium fin septembre. Objectif ? Dévoiler la stratégie gouvernementale de soutien à la filière hydrogène française, en pleine crise de l'énergie. L'industriel n'a évidemment pas été choisi par hasard. Sur les 2 mds€ débloqués par l'Etat, 74 M€ seront fléchés vers le plasturgiste, qui va lancer dans la cité impériale la plus grande usine de fabrication de réservoirs à hydrogène d'Europe.

Un investissement de 160 M€, créateur de 200 emplois environ, dont une bonne partie d'ingénieurs. Le site pourra produire 80 000 réservoirs par an dès sa mise en service en 2025. L'activité sera notamment portée par la signature de «deux contrats majeurs», selon Laurent Favre, directeur général de Plastic Omnium, avec Stellantis et Hyvia (coentreprise détenue à parité par Renault et Plug, un spécialiste de l'hydrogène et des piles à combustible) concernant la fabrication de modules de réservoirs hydrogène 700 bars destinés aux véhicules utilitaires. «Il s'agit d'une étape majeure de notre ambition de devenir le n°1 mondial de la mobilité hydrogène à l'horizon 2030», a ajouté le directeur général. Selon lui, le savoir-faire historique du groupe dans le domaine des

réservoirs à carburant lui donne une avance stratégique dans le secteur de l'hydrogène. Plastic Omnium a investi plus de 300 M€ depuis 2015 en R&D et développements industriels dans ce domaine. Et prévoit d'investir 100 M€ en moyenne dans l'hydrogène chaque année pour viser les 3 mds€ de chiffre d'affaires en 2030. Avec dans le viseur un quart de parts de marché sur les réservoirs à hydrogène, et entre 10 et 15% sur la pile à combustible ■ G.R.



IMMOBILIER LES BÂTISSEURS À L'HONNEUR

Une promotion immobilière régionale vient de fêter ses plus belles réalisations lors des Pyramides d'Argent le 19 octobre à la CCI Grand Lille. Malgré la dimension régionale du concours, c'est la métropole lilloise qui remporte, une fois de plus, tous les suffrages. Avec des projets immobiliers majoritairement mixtes, conjuguant identité architecturale forte et praticité que nous vous invitons à découvrir ci-après. La demande est toujours bien solide en face de ces programmes. Notamment avec le phénomène de décohabitation : 39% des ménages sont aujourd'hui constitués d'une seule personne, et 33% de deux personnes seulement. Toutefois le secteur est confronté à un sévère retournement de tendance face à la multiplication de points de tension. Pour Jean-Michel Sède, président de la Fédération des Promoteurs Immobiliers, le zéro artificialisation net, la décarbonation ou encore le contexte inflationniste « doivent amener la profession à innover, être inventif, anticiper ».

TEXTES Julie Kiavué



SENSORIUM, GRAND PRIX RÉGIONAL

Le grand prix régional de la 19e édition des Pyramides d'Argent a été attribué au programme mixte Sensorium. Lui permettant de représenter les Hauts-de-France aux Pyramides d'Or prévues en décembre à Paris. En construction à La Madeleine et réalisé en co-promotion par Bouygues Immobilier et Sogeprom-Projectim, l'ensemble de 30 000 m² est réparti sur 6 immeubles. Lesquels concentrent 135 logements connectables en domotique (dont 94 dédiés à la vente et affichés à partir de 243 K€), du bureau sur 18 000 m² ou encore une conciergerie de quartier. Le rez-de-chaussée sera réservé entre autres aux commerces dont un restaurant. Les travaux, menés par Eiffage Construction, ont démarré au printemps dernier pour trois ans. Avec à la clé, un grand soulagement et une fierté certaine de toutes les parties prenantes au programme. « *Sensorium c'est cinq ans d'obstacles. Il nous aura fallu une année pour le concevoir, une pour le dépôt de permis, une pour les recours, une autre pour déplacer une canalisation non prévue et enfin une dernière pour trouver un financeur !* », souffle Philippe Depasse, Dg de Sogeprom-Projectim ■

HAUTS-DE-FRANCE

IDÉAL POUR INVESTIR

En ce moment, offre exceptionnelle

PACK SÉRÉNITÉ OFFERT *

- > Solutions crédit
- > Pack équipement
- > Sécurité locative
- > Protection revente



ÉLIGIBLE PINEL +
TOURCOING - BEL'R



ÉLIGIBLE PINEL +
AMIENS - ALTER EGO



LOCATION SAISONNIÈRE
BERCK - OXYGÈNE

nexity.fr

0800 48 47 46

Service et appel gratuits



La vie ensemble



ROMANCES, LE COUP DE COEUR DU PUBLIC

Il est le seul projet immobilier 100% résidentiel parmi les 8 lauréats des Pyramides d'Argent de cette année et remporte le prix du public. Le programme Romances est une résidence fermée de haut standing en construction à proximité du collège de Marcq-en-Baroeul. Il est mené par Dubois Promotion et comprend 8 lots de logements (du studio au T5) bâtis autour d'un point d'eau de plus de 1200 m². Le tout, agrémenté d'un jardin à la française et bordé d'une promenade. Un programme d'exception donc, qui aura tout de même mis 15 ans avant de voir le jour, rappelle le directeur de Dubois Promotion Vincent Catrice. La livraison de Romances est prévue entre la fin 2023 et la fin 2024. ■

LE HOPE COURONNÉ « BÂTIMENT BAS CARBONE »

Le Hope c'est « cinq ans et demi de boulot » ont rappelé les équipes de l'aménageur-promoteur Aventim lors de la remise de leur prix « bâtiment bas carbone ». Cinq ans pour faire sortir de terre, à un jet de pierre du Grand Stade à Villeneuve d'Ascq, un programme majoritairement en construction bois. Ce projet de 19 000 m² regroupera essentiellement du bureau, le siège du bailleur social Vilogia et 2 000 m² de services. Livraison : courant 2023 ■





VOTRE PROJET IMMOBILIER AVEC LOGINOR

LANCEMENT
COMMERCIAL



Le Moulin Blanc
LEERS

16 Appartements
du T2 au T4 avec parking

Renseignez-vous !!

Découvrir
ce programme



NOS PROGRAMMES SUR LINSELLES

CÔTÉ CAMPAGNE

Lancement commercial



10 maisons
3,4 chambres avec garage

LES JARDINS DE LA VIGNETTE

Dernières opportunités



7 maisons T4
Garage ou carport
A partir de **315 000 €**

LA PRAIRIE

Dernières disponibilités



2 maisons jumelées de 4 chambres
131m² utile - Garage.
A partir de **355 000 €**



Découvrir nos programmes



RONCQ

Rue de Tourcoing

RESIDENCE DAUPHINE

Livraison 2^{ème} trimestre 2023

22 appartements du T2 au T4
Commerces et écoles à proximité
Box sous sol ou parking aérien
A partir de **264 400 €**
Dernières disponibilités T3 au T4

LE FIL 'HARMONIA PRIMÉ POUR SON « IMPACT SOCIÉTAL »

A Croix, Fil'Harmonia est conçu en lieu et place de l'ancien site industriel des 3Suisse, en co-promotion par le promoteur Carré constructeur et le bailleur Loger Habitat. Le programme est pensé par le groupe Maes Architectes Urbanistes. Des cellules de bureaux et de services sur 14 000 m² ont déjà été livrées. En parallèle, plus de 210 logements sont encore en cours de construction ■



LES AUTRES PYRAMIDES...



« VAUBAN 27 - IESEC » DANS LA CATÉGORIE CONDUITE RESPONSABLE



« LA MAILLERIE : LE DAMIER » DANS LA CATÉGORIE PREMIÈRES RÉALISATIONS



« LE MILLE UN » DANS LA CATÉGORIE IMMOBILIER D'ENTREPRISE



« LE MELT » DANS LA CATÉGORIE PRIX SPÉCIAL DU JURY

LE CHOIX DE BELLES ADRESSES
POUR **INVESTIR OU HABITER**
SUR LA COTE D'OPALE

Visuels non contractuels



Contactez-nous dès maintenant au 03 20 93 11 05 - www.groupe-sofim.com
15 rue Christophe Colomb , 59700 Marcq en Baroeul

LES PERSPECTIVES DU SECTEUR S'ASSOMBRISSENT

Si les programmes mis en valeur par la profession montrent un vrai savoir-faire y compris en zone urbaine dense, l'avenir s'assombrit en revanche très nettement. La conjoncture est extrêmement compliquée, soulignent aujourd'hui les acteurs de l'immobilier. En cause d'abord, la remontée des taux d'intérêt avec un taux d'usure qui interdit nombre de financements. Mais aussi l'inflation qui pèse sur le coût des chantiers. « Avant, les dérapages étaient modiques, aujourd'hui certains sont très importants. Certains projets vont être arrêtés, des promesses signées n'iront pas au bout », prédit ainsi Philippe Depasse, directeur général délégué aux régions chez Sogeprom et dirigeant de Sogeprom-Projectim à Lille. Avec en perspective selon lui un décrochage probable entre le nombre des autorisations et celui des mises en chantier. La tendance des dernières semaines est d'ailleurs édifiante : si les réservations ont reculé de 10% entre janvier et septembre par rapport à 2021, la tendance s'est brutalement accélérée en septembre, avec seulement 271 réservations contre 204 un an plus tôt (-27%). Un contexte plutôt inquiétant sur lequel nous avons souhaité interroger le président régional de la FPI, Jean-Michel Sède.

QUESTIONS À... **JEAN-MICHEL SÈDE,** PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES PROMOTEURS IMMOBILIERS



*“LE FONCIER EST RARE,
IL CONVIENT DE NE PAS
LE GASPILLER !”*

La hausse des prix des matières premières risque-t-elle de pousser les prix de vente à la hausse alors que les taux d'intérêt remontent déjà ?

La filière construction est largement impactée par l'augmentation des coûts des matières premières et de l'énergie. Les travaux représentent environ 50% du prix de revient d'une opération de promotion immobilière. Il en résulte inévitablement une augmentation des prix de vente de nos opérations.

L'activité immobilière semble s'essouffler beaucoup depuis la rentrée, alors que les besoins en logement restent très forts. Est-ce seulement conjoncturel ou est-ce plus profond ?

Un achat immobilier nécessite un climat de confiance. Le contexte actuel n'est donc pas favorable. L'inflation conjuguée à l'encadrement de l'accès au crédit restreignent le pouvoir d'achat immobilier. La loi Climat et Résilience préconise la diminution de l'artificialisation des sols. Il faut donc trouver les nouvelles opportunités foncières en recyclant le tissu urbain existant ce qui est plus long et plus coûteux. Notre capacité à présenter de nouvelles offres est ainsi réduite, ce qui freine le dynamisme du marché.

Certains se plaignent que les élus locaux sont parfois plus restrictifs sur leur territoire que les règles générales édictées dans le PLU. La situation s'améliore-t-elle ?

Les élus, sur la pression de leurs concitoyens, sont effectivement amenés à être parfois plus restrictifs que le cadre réglementaire en vigueur. C'est le cas pour la densité admise sur une emprise foncière donnée où le nombre de logements acceptés au final est souvent inférieur à ce que le PLU aurait permis de faire. Le foncier est rare, il convient de ne pas le gaspiller. Une notion de densité minimale devient indispensable surtout au droit des équipements de transport en commun et à proximité des services. A nous de concevoir avec l'appui de l'ensemble des parties prenantes une densité désirable et acceptée par tous. De multiples réalisations des adhérents de la FPI prouvent que densité et qualité sont liées et qu'une opération procure bien souvent un complément de services, d'aménités au quartier qui l'accueille.

Quelle mesure simple faudrait-il adopter rapidement pour relancer le marché immobilier ?

Le marché immobilier doit être considéré comme enjeu majeur tellement les besoins sont immenses. Arrêtons également de présenter la construction neuve comme la cause de tous les maux dans la voie de la nécessaire décarbonation de notre économie. Les réponses aux difficultés actuelles devront être locales et nationales. Les collectivités locales peuvent travailler à la mise sur le marché de fonciers qu'elles détiennent pour permettre la production d'opérations à des prix de vente maîtrisés.

Au niveau national, la FPI porte des propositions qui visent à faciliter la production de logements : créer un statut du bailleur professionnel, raccourcir le délai de traitement des recours, faire une pause normative, redistribuer une part de la TVA immobilière aux maires bâtisseurs... ■ Recueilli par O.D.

DU 09 AU 11 DÉCEMBRE 2022 • LILLE GRAND PALAIS

TÉLÉCHARGEZ
VOTRE INVITATION
GRATUITEMENT
AVEC LE CODE
« HDF22 »

SALON
MADE IN
GASTRONOMIE • CRÉATEURS
INNOVATION • DÉCOUVERTE...

HAUTS-DE-FRANCE
VOYAGER DANS LE MEILLEUR
DE LA RÉGION

MADE-IN-HDF.FR

3^e
ÉDITION

UNE PRODUCTION

LA
VOIX
DU
NORD

PARTENAIRES

PARTENAIRES MÉDIAS

GRAND PARTENAIRE

CCI HAUTS-DE-FRANCE

MA

AESIO
MUTUELLE

Nord

wéo

Courrier
picard



Région
Hauts-de-France



Ci-dessus, l'usine Coca-Cola de Socx, près de Dunkerque. Le groupe américain investit encore 30 M€ cette année.

INVESTISSEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS... EN HAUTS-DE-FRANCE !

Si un indicateur reste au beau fixe dans la région, c'est celui de l'attractivité économique et de l'investissement étranger. Un constat déjà établi en 2017 par une étude de KPMG, et plus que confirmé par une nouvelle étude menée l'été dernier et présentée au conseil régional lors d'un « Investor Day » devant un parterre de grands dirigeants. L'occasion de réfléchir sur les profondes mutations du monde, et sur les grands enjeux, entre développement durable, innovation et emploi. Les groupes étrangers, qui s'implantaient beaucoup par croissance externe, le font désormais plus souvent par création, avec des secteurs particulièrement en pointe, l'agroalimentaire, l'automobile et le tertiaire. On notera par ailleurs la prééminence des nationalités belge et américaine parmi les investisseurs. Ceux-ci ont une image favorable de notre région, en forte amélioration depuis cinq ans, malgré quelques bémols comme la sécurité des biens et des personnes. Les débats ont aussi montré une certaine inquiétude sur l'aspiration forte des talents par les gros projets de mégafactories alors que les pénuries d'emploi demeurent

Le deuxième Investor Day a confirmé l'attractivité des Hauts-de-France. Avec des dirigeants d'entreprises étrangères qui jouent volontiers les ambassadeurs de notre territoire.

très sensibles. Mais qui ne gommant pas la belle image des Hauts-de-France, avec une région qui se veut toujours plus pro-business. « *Quand vous êtes dans les Hauts-de-France, quelle que soit votre nationalité, vous êtes une entreprise des Hauts-de-France et je dois me battre pour vous* », a proclamé Xavier Bertrand.

« *Saint-Amand est un fleuron, un site stratégique pour le groupe* », relève de son côté, Thibault Desmarests, président de GSK France qui confirme un investissement de 45 M€ dans les deux ans qui viennent après 600 M€ investis depuis 2010. Chez l'américain Procter & Gamble, on a injecté 300 M€ en quelques années sur l'usine d'Amiens (1 100 salariés). « *C'est un vrai fleuron industriel* » se félicite Béatrice Dupuy, son PDG France, qui souligne la

technologie, les talents, mais aussi l'exigence du consommateur français. Coca-Cola, à Socx, poursuit aussi un rythme rapide d'investissements : 110 M€ depuis 2018, et 30 M€ en 2022.

« LE COUP DE CORNING »

Une des implantations significatives annoncées cette année fut celle de l'américain Corning : un investissement de 150 M€ pour créer à Ruitz une unité plasturgique qui générera 100 emplois en première phase. Un projet décroché contre la Pologne, grâce à la mobilisation forte de Nord France Invest... et un voyage au siège de Boston de deux élus régionaux. « *Ils ont su convaincre notre direction* », rapporte Laurent Picard, patron de Corning Life Sciences en France. Une pratique que Nord France Invest tente à nouveau actuellement sur un autre dossier. « *On appelle ça le coup de Corning en interne* », sourit Laura Marzouk, en charge du pôle Entreprise et Emploi à la Région.

Et demain ? Le contexte international est compliqué. « *Mais ne pensons pas que la mondialisation est terminée. Ce serait une énorme bêtise ! Mais elle a fondamentalement changé. Les entreprises multinationales deviennent multi-territoriales ou multi-locales* », analyse Jean-Pierre Letartre, président d'Entreprises & Cités ■ **O.D.**

IMAGE ET ATTRACTIVITÉ DE LA RÉGION... QUELLES TENDANCES ?

MARC LENGRAND ET JOCELYN SCAMPS
DIRECTEURS KPMG RÉGION NORD

A L'ORIGINE DES IMPLANTATIONS...

Se développer commercialement ! Voilà, depuis 2011, la raison principale d'implantation de ces entreprises, qui résulte plus d'une création de site que d'une acquisition. 3 entreprises sur 4 sont à capitaux européens et, pour toutes, la position de la région ressort comme étant le critère d'implantation par excellence (cité par 85 % des répondants), suivi (mais de loin) par le tissu économique et le marché.

MAÎTRÉ LA CRISE SANITAIRE, DES FILIALES OPTIMISTES ET DES PERSPECTIVES ENCOURAGEANTES

La crise a impacté positivement un quart des filiales mais négativement plus de la moitié d'entre elles. Comme de nombreuses entreprises, elle se sont réorganisées en instaurant le télétravail, la flexibilité et le chômage partiel. Pour autant, elles constatent, en 2022, une croissance tout aussi favorable qu'en 2017. Elles sont même plus nombreuses à constater une forte croissance (26% vs 15% en 2017). Les prévisions sur deux ans se révèlent encore très encourageantes avec des perspectives de croissance pour 75%. Le bilan d'implantation progresse encore : atout pour 53 % des répondants, stratégique pour 32 %... rien d'étonnant à constater un niveau de prescription de nouveau élevé (84 %).

RESSOURCES HUMAINES, INFRASTRUCTURES, QUALITÉ DE VIE... ÇA ÉVOLUE !

Les points forts soulignés en RH sont la productivité, l'implication et le climat social. Mais les problèmes de recrutement déjà perçus en 2017 se

Dans la continuité des études menées en 2011, 2014 et 2017 par KPMG, Nord France Invest a renouvelé son souhait de mesurer l'évolution de l'attractivité de la région Hauts-de-France. Pour ce faire, les équipes Nord de KPMG ont rencontré, en ce début d'année, 117 entreprises à capitaux étrangers implantées dans notre région sur les 1 546 recensées de plus de 10 salariés.

confirment avec une difficulté accrue à recruter. L'évaluation globale de la main d'œuvre reste toutefois positive pour 84% d'entre elles même si 36% expriment une dégradation depuis 5 ans. A l'inverse, sur cette même période, le niveau de satisfaction des infrastructures de transports (notamment le réseau routier) et la qualité de vie gagnent des points, activités sportives, enseignement supérieur et dynamisme culturel tirant une fois de plus leur épingle du jeu.

INNOVATION, RSE : OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Comme en 2017, les filiales sont toujours tournées vers l'innovation et

font appel, pour 60% d'entre elles, à des technologies et procédés innovants. Elles se sont également emparées des sujets environnementaux, encore en balbutiement en 2017, et sont une majorité (62%) à disposer d'au moins un indicateur pour mesurer leur empreinte environnementale. Cette préoccupation devient centrale dans la stratégie des filiales dont 60% affirment avoir un projet d'investissement en la matière !

L'IMAGE DE LA RÉGION PROGRESSE. TOUT COMME SON ATTRACTIVITÉ

L'image de la région évolue favorablement ! En 5 ans, la perception de la région est très satisfaisante et caracole à 95% de satisfecit ! Même son de cloche côté attractivité ! 70 % des répondants considèrent en effet qu'elle s'est améliorée.

OÙ ACCENTUER LES EFFORTS POUR DEMAIN ?

L'attractivité des Hauts-de-France résidera avant tout dans une offre de formation de qualité et adéquate, assurant une main d'œuvre disponible et qualifiée. Au rang des préoccupations majeures, on retrouve également la poursuite du développement des réseaux de transports dont le Canal Seine Nord ■

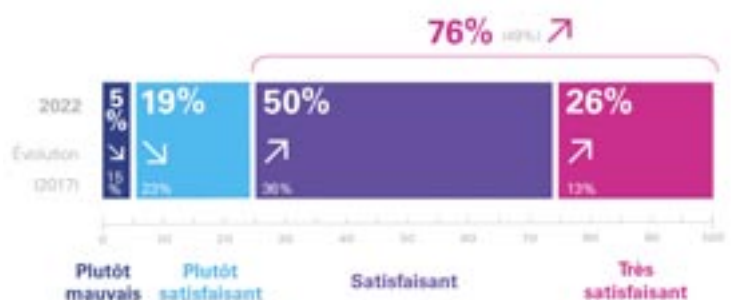
Pensez-vous que l'attractivité de la région a évolué favorablement ces 5 dernières années ?

- 70% ● Oui
- 16% ● Ne sait pas
- 14% ● Non



LA PERCEPTION DE LA RÉGION CARACOLE À 95% DE SATISFECIT

Quelle image avez-vous de la région ?





PREMIÈRES VENDANGES NORDISTES

La filière viticole devient réalité en Hauts-de-France. Trois ans après leur plantation, les 17 premiers hectares de pieds de vigne (chardonnay) ont produit leur première récolte. La vendange a eu lieu du 22 septembre au 4 octobre. Une vendange historique « *qui s'annonce prometteuse et encourageante pour l'avenir du projet* », indique Ternoveo, pôle négoce agricole de la coopérative Advitam. L'objectif annoncé à horizon 5 ans est de passer à 200 ha de vignoble. A ce jour, 18 agriculteurs se sont engagés dans cette démarche, avec 34,5 ha plantés.

FONDS EUROPÉENS : LA RÉGION LARGEMENT ABONDÉE

La Région vient de lancer son nouveau programme régional de fonds européens 2021-2027. Avec une enveloppe d'1,3 Md€ — en provenance des fonds FEDER, Fonds social européen+ et Fonds pour la transition juste —, les Hauts-de-France sont la région métropolitaine la plus soutenue par la Commission européenne. Co-construit pendant 3 ans par la Région, l'Etat et l'Europe, le programme vise à soutenir les projets en faveur de l'innovation, l'environnement ou encore l'emploi. Les premiers dossiers peuvent d'ores et déjà être déposés auprès de la Région. Les premiers projets devraient être validés début 2023. Lors du précédent programme (2014-2020), cadré avant la fusion, le Nord-Pas-de-Calais disposait d'un budget d'1,1 Md€ et la Picardie de près de 300 M€.



L'Ecureuil s'engage avec le réseau Entreprendre Nord

La Caisse d'Épargne Hauts de France a signé le 18 octobre un partenariat sur tout le territoire régional avec le réseau Entreprendre. Ce dernier compte 5 territoires régionaux (Artois, Côte d'Opale, Hainaut, Nord et Picardie). Initié par André Mulliez, Réseau Entreprendre a permis d'investir 47 M€ en prêts d'honneur dans 2000 entreprises lauréates en Hauts-de-France. Des entreprises encore en vie après cinq ans à 93% et qui créent en moyenne sur la période 14 emplois.

INCLUSION NUMÉRIQUE : POP LÈVE 1,1 M€

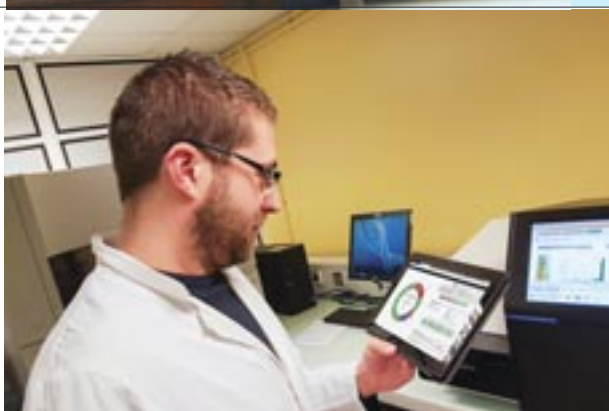
Pour poursuivre et intensifier ses actions de lutte contre l'illectronisme, le groupe nordiste d'entreprises sociales POP annonce une levée de fonds d'1,1 M€ auprès de la Banque des Territoires et d'Autonomie & Solidarité. A la tête de formations aux métiers du numérique, d'animation de tiers-lieux innovants ou de fablabs d'insertion par le numérique, POP prévoit dans les prochains mois de renforcer sa présence en Hauts-de-France et en Île-de-France. Tout en se développant dans le Grand Est et en PACA. Il emploie 90 salariés pour 6 M€ de chiffre d'affaires.





BLANCHEPORTE ACCUEILLE TURENNE ET NORD CAPITAL INVESTISSEMENT

Blancheporte, rachetée à 3SI il y a 6 ans, affiche une santé florissante. Elle a réalisé 204 M€ de ventes fin 2021 (+13,5% par rapport à 2019) avec ses 215 salariés. Son résultat net progresse quant à lui de 36% en 2021 sur un an. « *On passe aujourd'hui à l'étape du développement* », annonce Franck Duriez, président de l'enseigne. Pour cela, l'e-commerçant ouvre son capital à Nov Relance Impact (Turenne Groupe) et Nord Capital Investissement qui prennent 20% des parts. Objectif : actionner de nouveaux relais de croissance. Notamment celui de l'export. L'entreprise est déjà présente en Belgique, en Espagne et en Europe de l'Est où elle réalise 15% de ses ventes. Des tests récemment menés ont révélé « *une certaine appétence pour nos produits en Europe du Sud* », indique Franck Duriez. « *On regarde donc précisément ces pays pour accélérer* ».



GENOSCREEN SIGNE AVEC UN GÉANT MONDIAL DU SÉQUENÇAGE

Stratégique ! L'accord que vient de nouer la biotech lilloise GenoScreen avec Illumina, un des leaders mondiaux du séquençage, devrait lui donner un très gros coup d'accélérateur. L'accord porte sur la distribution des kits de tests pour la tuberculose multi-résistante, que GenoScreen vend déjà dans 50 pays. Illumina devient master distributeur dans les pays du sud, à faibles revenus, avec une stratégie de prix bas pour lutter contre la tuberculose. Le partenariat se double d'un accord de collaboration scientifique et marketing. André Tordeux, Pdg de GenoScreen, estime que cet accord peut générer un facteur multiplicateur de 3 à 5 assez rapidement. L'entreprise emploie 35 personnes pour un CA de près de 2 M€ en 2021.

Mousline sous pavillon français

La célèbre purée Mousline devient française. Les négociations entamées en mars dernier entre le géant suisse Nestlé et le fonds FnB Private Equity, spécialisé dans l'agroalimentaire, ont abouti en ce début d'automne. Cette cession, dont le montant n'a pas été communiqué, doit offrir "de nouvelles perspectives de développement et d'innovation" à la marque créée en 1963, selon Nestlé, qui estime qu'elle n'aura aucune conséquence sur l'emploi de l'usine de Rosières-en-Santerre (Somme), où 150 salariés s'emploient à produire les flocons déshydratés. Mousline, qui pèse pour trois quarts du marché français de la purée, réalise un chiffre d'affaires d'environ 80 M€, dont 25% à l'export. FnB, son nouveau propriétaire, gère 135 M€ d'actifs et détient notamment les groupes Valade ou les charcutiers Maison Milhau ou Henri Raffin.



DBT SE BRANCHE À LA BANQUE DES TERRITOIRES ET ATE

Les voyants reviennent au vert chez DBT. Le fabricant de bornes de recharge rapide vient de conclure un accord stratégique à travers la création d'une filiale commune de financement de stations de recharge, avec la Banque des territoires et ATE (Amundi). DBT détient 51% des parts, ses associés étant à parité à 24,5%. La structure, baptisée R3 Infra Invest, doit permettre de financer l'équivalent de 50 M€ de travaux. L'entreprise vise l'ouverture de 300 sites en trois ans.



CARTONNERIE DE GONDARDENNES : LE GÉANT DISCRET JOUÉ LA VALEUR AJOUTÉE

WARDRECQUES. Le leader des plaques de carton ondulé poursuit un développement marqué par l'accélération des activités d'emballage et de la RSE.

Cartonnerie de Gondardennes fête avec fierté son 125^e anniversaire. Mais sans trop dévoiler de la belle ETI, leader des plaques de carton ondulé en France. Le groupe appartient aux familles Leroux et Masson à travers une holding de 250 actionnaires. L'entreprise poursuit une trajectoire discrète mais très solide malgré les secousses à commencer par celles de l'énergie. Le groupe ne dévoile pas la part qu'elle recouvre dans ses prix de revient ni l'impact de la récente flambée des cours. Mais il n'a pas attendu la crise actuelle pour se préoccuper de sa facture énergétique et de son empreinte carbone. Depuis 2019, en particulier, l'usine de 30 ha est raccordée au réseau de chaleur du centre de valorisation énergétique Flamoval, à près de 4 km de distance. Un investissement très lourd (11,5 M€) mais qui permet à l'usine de disposer de vapeur décarbonée (un tiers de ses besoins), et d'économiser pas moins de 22 000 tonnes de CO₂ par an. Le dispositif devrait jouer à pleine puissance en 2028, douze mois sur douze. « On a pris quelques risques à l'époque. Mais notre mix nous permet aujourd'hui d'amortir un marché énergétique très volatil. On voit l'avenir de façon sereine », rassure Laurent Fischer, directeur général. Le gros des besoins en vapeur du site est toutefois assuré par une chaudière cogénération à gaz opérée par Dalkia. On relèvera aussi la récupération du biogaz issu des déchets de la station

d'épuration, qui couvre 5 à 8% des besoins de la cartonnerie.

TRANSFORMATION DE GRANDE SÉRIE

Toute cette énergie est nécessaire pour les trois métiers du site : la production du papier d'abord, à partir de vieux papiers récoltés dans un rayon de 250 km. Deux immenses machines de 100 mètres de long en produisent 180 000 tonnes par an. Car le papier est la matière première du carton ondulé. Celui-ci est ensuite réalisé par trois onduleuses, qui produisent chaque année 250 millions de mètres carrés de carton de grande diversité, de la nano-cannelure à la triple cannelure. Enfin, le dernier métier est celui de la transformation de ce carton ondulé en emballages prédécoupés dont le plus connu est la caisse américaine, mais les variations sont extrêmement nombreuses. C'est là où le groupe multiplie les investissements, sur la transformation de grande série, avec 12 M€ mobilisés en quelques années : 4 M€ pour une unité de caisse américaine, 4,5 M€ pour une ligne de découpe à plat ou encore 1,5 M€ pour une plieuse. Chaque année, le groupe investit environ 15 M€ sur l'ensemble de ses sites ■ **O.D.**

Le groupe **CGW Packaging** comprend aussi la Cartonnerie Ondaine (Loire, une onduleuse, 65 salariés), les cartonneries Lacaux (près de Limoges, une machine à papier, une onduleuse, 150 salariés, et 3 filiales de cartonnages pour emballages). Soit 6 sites de production, tous en France, 220 000 tonnes de papier produit et 400 millions de mètres de carton.

Au total le groupe familial affiche 700 salariés, dont 400 à Wardrecques, et un chiffre d'affaires de quelque 200 M€ en 2021 (+5%) ■



AUJOURD'HUI, UNE ÉQUIPE ENGAGÉE DEMAIN, UNE ENTREPRISE TRANSFORMÉE

Parce que nos clients entreprises ont, eux aussi, à cœur de s'engager dans la transition sociale et environnementale, nous leur proposons une gamme complète de produits et services, pour les accompagner et accélérer leur transformation : mesure de l'empreinte carbone, solutions d'économie d'énergie, offres de prêt dédiées*.



Crédit du Nord - SA au capital de 115 700 000 € - Siège Social : 100 rue de la République - 59000 Lille - 455 504 011 - RCS Lille
Société de courtage en crédit et en assurance - N° de courtage : 07 77 33 11 00 - N° de courtage : 07 77 33 11 00 - N° de courtage : 07 77 33 11 00

* Deux prêts sont proposés et offrent des conditions avantageuses aux entreprises. Le prêt à impact positif, d'un montant supérieur à 500 000€, finance tout projet d'investissement sous réserve d'une évaluation de la maturité RSE de l'emprunteur. Le prêt transition environnementale, d'un montant inférieur à 2M€, permet de financer des initiatives respectueuses de l'environnement et du développement durable. Sous réserve d'acceptation de votre dossier par votre banque.

Pour en savoir plus, contactez votre conseiller entreprise ou consultez notre site internet.

Crédit du Nord
Une banque du groupe Société Générale





LESAFFRE SE DOTE D'UN CAMPUS D'EXCEPTION

MARQUETTE. Le nouvel outil du groupe familial spécialiste de la levure et de la fermentation lui offre un atout concurrentiel majeur. De quoi explorer toujours plus loin les potentialités quasi infinies des micro-organismes mais aussi attirer les talents du monde entier.

On aurait pu s'attendre à voir au moins un Premier ministre pour cette inauguration. Mais même aucun secrétaire d'Etat n'avait fait le déplacement, en pleine crise des raffineries et de l'énergie. Le nouveau campus de Lesaffre est pourtant à l'évidence un haut lieu de l'excellence française et de rayonnement mondial. Dans un écrin de nature de 19 hectares en bord de Marque, le groupe familial nordiste a érigé un ensemble de 22 000 m², conjuguant une rare densité d'équipements technologiques dernier cri et un grand luxe d'espace pour des bureaux par-

ticulièrement accueillants pour les 700 salariés de 40 nationalités différentes désormais réunis ici. Pas seulement pour concentrer des équipes jusqu'alors disséminées dans toute la métropole lilloise, mais pour créer une nouvelle dynamique d'innovation. Avec une architecture originale, conçue par le cabinet Tank, sous forme de multiples modules réunis par un axe central de près de 200 mètres de long, la rue Louis Lesaffre, du nom du fondateur. « *C'est un espace de vie, d'échange et de transmission, pour faire fermenter de nouvelles idées* », résume Brice-Audren





Au-delà de tous ses équipements scientifiques, le campus offre pas moins de 73 salles de réunion, un auditorium de 200 places et quatre salles projets.

© Antoine Dubrionnet

Riché, directeur général du groupe pour qui ce nouveau campus doit permettre « d'accélérer notre R & D, les innovations et les collaborations, pour aller plus vite ensemble. L'inauguration du campus est une étape historique dans la construction du groupe ». Le format retenu doit permettre la « cross-fertilization » entre les 150 scientifiques présents sur place et les autres col-

laborateurs, mais aussi les partenaires, dans une logique de recherche ouverte. Le groupe affiche 60 partenariats avec des universités, start up ou autres plateformes.

L'investissement consenti dans l'opération n'est pas dévoilé, pas plus que l'investissement global du groupe, sa part de chiffre d'affaires consacrée à la R & D ou encore moins sa rentabilité. Après bientôt 170 ans d'existence, le groupe demeure très jaloux de ses secrets, une attitude qui lui a manifestement plutôt bien réussi jusque là. Mais Lesaffre a néanmoins ouvert largement ses portes pour expliquer les enjeux de ce nouveau siège. Le cœur de la nouvelle turbine est baptisé la bio-fonderie (lire encadré). Mais le site comprend quantités d'espaces de recherche-développement, près de 500 machines au total, notamment au sein d'un grand laboratoire de fermentation de précision.

« POTENTIEL INFINI »

Les perspectives sont considérables. Le potentiel de la fermentation et des micro-organismes est même « infini », selon Brice-Audren Riché. Dans l'activité de panification qui représente encore le métier principal de l'entreprise, les micro-organismes vont apporter des qualités de goût, d'arômes, notamment. En nutrition-santé-biotech, Lesaffre ouvre son spectre à 360°. On trouve ces micro-organismes dans le substitut à des pesticides chimiques, des alternatives d'arômes ou de molécules naturels : vanilline, vitamine C par exemple. Ils vont trouver de multiples usages pour la santé humaine ou animale en confortant le microbiote, en évitant le recours aux antibiotiques. Certains dérivés de levure vont permettre de réduire le taux de sel ou de sucre tout en préservant le goût. D'autres vont per-

Lesaffre en chiffres

2,2 milliards d'euros de CA

11 000 salariés

dont 1 000 en Hauts-de-France

1 300 recrutements dans le monde en 2021, dont 200 en région

dont 600 experts en R & D

Plus de 50 pays d'implantation

75 usines dans le monde

Un capital de 18 000 souches de levures, bactéries et micro-organismes

mettre de réduire le taux d'alcool de la bière. D'autres encore vont être utilisés pour la production d'éthanol biosourcé. Le potentiel apparaît d'autant plus immense que l'être humain et les organismes vivants sont eux-mêmes issus de ces micro-organismes : le terrain de jeu est colossal, bien au-delà du levain pour faire lever la pâte à pain.

Ce campus va nourrir le développement d'un groupe lui-même en pleine croissance. A l'international, il va ouvrir deux nouvelles usines en Indonésie (2023) puis au Brésil un an plus tard, tandis que d'autres projets sont en gestion, annonce Thibaut de Ladoucette, président de Lesaffre. En France, le groupe va se doter d'une usine sur une friche industrielle à Denain, pour y produire de la chondroïtine sulfate. Un produit bénéfique aux articulations et qui se substituera à des fabrications réalisées aujourd'hui à base d'aileron de requin. Ce projet, dont les travaux doivent débuter en 2024, devrait générer 400 emplois ■ O.D.



LE SAINT DES SAINTS : LA BIOFONDERIE

Il s'agit d'un espace de pas moins de 60 machines et robots capables de miniaturiser, tester et « screener » à des vitesses phénoménales. De quoi cribler, analyser et établir la fiche d'identité et le potentiel fonctionnel de millions de micro-organismes. Objectif : sélectionner les plus intéressants pour leurs qualités de fermentation, de goût, de nutrition, voire leur capacité énergétique ou leur impact physiologique sur l'homme, l'animal ou la plante. Autant dire que l'outil, qui n'a que quatre équivalents au monde et aucun en Europe (privé et public confondus), est crucial pour nourrir l'innovation du groupe. « C'est un atout concurrentiel majeur », souligne Brice-Audren Riché. Et le dispositif, à peine installé, est encore loin de ses pleines capacités. « On est passé de 10 000 souches screenées par an il y a dix ans à 10 000 souches par mois il y a cinq ans. Avec cette biofonderie, on est monté à 10 000 par jour et l'ambition est de passer à 100 000 », décrit Christine M'Rini Puel, directrice R&D ■

NXTFOOD S'OFFRE LA PLUS GROSSE USINE FRANÇAISE D'ALTERNATIVE À LA VIANDE

NxtFood n'a que trois ans mais a déjà tout d'une grande. A commencer par un site de production majeur de 4 500 m² fraîchement inauguré à Vitry-en-Artois. Dans cette usine, la société fondée par l'entrepreneur nordiste Thierry Maroye - désormais Dg de Chronodrive - et dirigée depuis peu par Renaud Saïssset, fabrique des alternatives végétales à la viande. Des hachés, boulettes ou farces à cuisiner type boeuf, poulet et porc. Préparés à partir de protéines de pois et de blé cultivées en France et à base de colorants naturels de betteraves ou de carottes.

Livré en février dernier, après 14 mois de travaux, le site a démarré son activité au printemps avec 10 références. Avec déjà 60 salariés, NxtFood vise une production de 2 000 tonnes annuelles, avant de pleinement utiliser les capacités de son site, soit 5 000 tonnes avec 180 personnes, à horizon cinq ans. « C'est le plus grand site français dédié à la production d'alternatives végétales à la viande », se targue le Dg. Qui annonce d'ores et déjà des nouveautés pour le premier semestre 2023, à commencer par des saucisses végétales et un haché type boeuf pour bolognaise, par exemple.

Soutenue par ses actionnaires Creadev (société d'investissement de la famille Mulliez) et Roquette Ventures, la jeune pousse a mobilisé 10 M€ dans cette usine, dont 2 M€ apportés par le plan France Relance. « On a clairement mis les moyens de nos ambitions, poursuit Renaud Saïssset. Désormais, il y a un peu de pression car on doit être au rendez-vous ».

LANCÉMENT DE LA COMMERCIALISATION

Débute aujourd'hui une phase stratégique : le lancement à grande échelle des produits, commercialisés sous la marque Accro. Après des tests menés l'an dernier chez Chronodrive et des restaurateurs régionaux tels 3Brasseurs et Comptoir volant, l'entreprise intègre les rayons frais et surgelés de Casino, Monoprix, Auchan, Carrefour, Intermarché

VITRY-EN-ARTOIS.

La jeune pousse nordiste a investi 10 M€ dans cette usine qui devrait employer 180 personnes et produire 5 000 tonnes d'ici cinq ans.

et les hypermarchés Cora. A un prix compris entre 19 et 19,50€/Kg en frais. « On a voulu se positionner au plus près voire au même niveau que les marques de produits carnés vendues en grande surface, indique Renaud Saïssset, qui ne communique pas son chiffre d'affaires prévisionnel. On pense que les clients peuvent y être sensibles... On fait clairement la différence face à certaines marques lancées également dans le végétal avec des prix deux à trois fois supérieurs à ceux de la viande ».

Les produits Accro sont également référencés dans 800 points de restauration commerciale et collective en France. Parmi les clients, AirFrance ou encore Facebook. Rien que ça ! ■ J.K.

NxtFood en chiffres

Création en 2019

60 salariés

Usine de 4 500 m²

Capacité : 5 000 T/an

10 M€ d'investissement

10 références en frais et surgelé



ARCHIPELIA APPUÏE SUR L'ACCELERATEUR

« On a vécu en mode marmotte pendant 15 ans » sourit Bruno Watine, fondateur d'Archipelia (photo). La fin de l'hibernation est clairement venue pour celle qui fut longtemps pionnière en matière de solution ERP hébergée en mode SaaS, proposant tout à la fois l'édition logicielle, l'intégration, et l'hébergement. Pendant 10 ans, la structure est restée essentiellement orientée sur la R&D, avec une équipe de 4 personnes en développement, tout en bénéficiant de la présence du navire amiral, la société Golden Eyes. Bruno Watine a revendu cette dernière en 2017, et s'est focalisé depuis sur Archipelia. Avec un coup de booster lié à la période Covid, qui a convaincu beaucoup d'acteurs de se tourner vers la solution du cloud, permettant une gestion des données à distance de manière très facilitée. L'effectif est monté dans le même temps à 15 personnes en 2021 puis 30 cette année. Et les perspectives de l'entreprises sont intenses: Archipelia

VILLENEUVE D'ASCQ. Le spécialiste de l'ERP en mode cloud espère doubler tous les ans d'ici à 2025.

compte une quarantaine de clients actifs (parmi lesquels Adeo, Meo-Fichaux ou encore Sofap) et en rentre 10 de plus par an aujourd'hui. Elle a recruté deux nouveaux intégrateurs en 2022 (au Congo et en Nouvelle-Calédonie) et a de gros espoirs dans un autre territoire d'outre-Mer.

Une dynamique qui doit permettre de doubler l'activité chaque année à partir

Bruno Watine, business angel à ses heures, entend proposer 1 000 m² de son bâtiment de jeunes start up pour accueillir un écosystème et y générer de la « fertilisation croisée. »

des 2 M€ espérés en 2023 (contre 1,4 M€ en 2021) pour atteindre les 8 M€ de chiffre d'affaires à horizon 2025, vise Bruno Watine.

Une ambition commerciale possible si la société parvient à recruter les talents nécessaires, un goulet d'étranglement particulièrement sensible dans le secteur. Archipelia cherche aujourd'hui un *data scientist*, un mathématicien-statisticien, cinq chefs de projets et cinq développeurs. D'autant plus que la pme veut se développer dans deux nouvelles directions, l'IA avec la mise en œuvre de nouveaux algorithmes, mais aussi l'empreinte carbone ■ **O.D.**



investinartois.fr

Béthune Bruay . Hénin Carvin . Lens Liévin

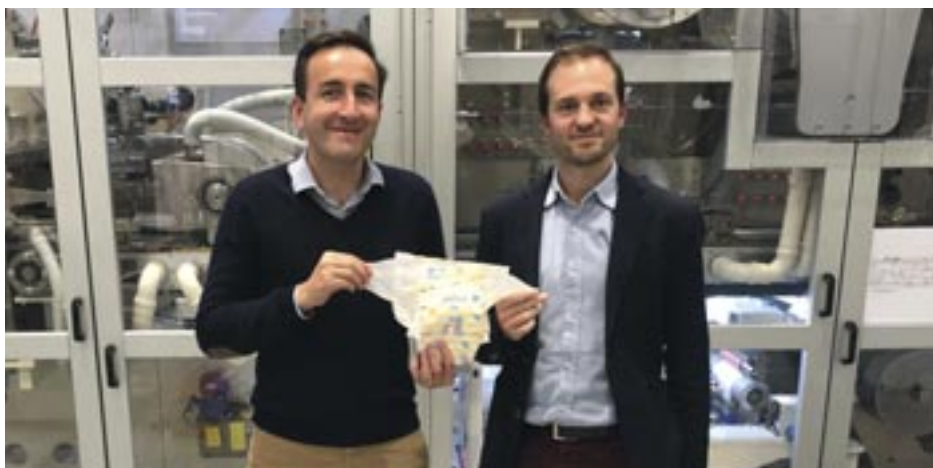


#ecotransition #deveco

Comme Cathy, Claire, Jean-Marc, Margherita, Maxime et Nicolas... faites le choix de l'artois pour transformer nos modes de vie.

NATUROPERA LANCE LA PRODUCTION DE SES COUCHES «ENGAGÉES»

Le pari était audacieux, il est tenu. Naturopera, jeune entreprise spécialiste des produits d'hygiène bébé et féminine écologiques, quitte le statut d'entreprise de services pour devenir industriel dans l'ex bassin minier. Les pré-séries tournent déjà, le démarrage en 2 x 8 est programmé début novembre avant le 3 x 8 début 2023. L'entreprise fabriquera ses trois gammes de couches, Tidoos pour le réseau bio, Carryboo pour les grandes surfaces, Libellys pour les pharmacies. Naturopera n'est pas un petit joueur puisqu'elle détient déjà 10% de parts de marché sur la couche écologique, et elle est le leader absolu (98% de parts de marché) dans les circuits bio. L'entreprise déjà très soucieuse de la qualité de ses produits, réalisés avec de la cellulose de bois notamment, franchit une étape de plus dans sa logique sociétale. « *Le premier acte de nos couches écologiques, c'est la made in France* », martèle Kilian O'Neill



BULLY-LES-MINES. Le spécialiste des produits d'hygiène écologiques ouvre la première usine de couches en France depuis 30 ans.

(à droite sur la photo), co-fondateur au côté de Geoffrey Blondel de Joigny. Des couches bébé « engagées », selon leur formule, alors qu'aujourd'hui 90% des couches consommées en France sont fabriquées ailleurs. L'usine dispose aussi d'un système adiabatique en fin de ligne, qui permet de réutiliser l'air chaud produit par les 230 moteurs sur la chaîne de fabrication. Pour porter ses projets de

croissance, la société a renforcé ses fonds propres via une levée de fonds auprès de Regain 340, et a bénéficié du soutien de BPI, du conseil régional, de la CALL et d'une aide de France Relance.

Naturopera a investi 14 M€ dans cette opération qui va générer une quarantaine de postes d'ici la fin de l'année, une centaine à terme. Le groupe réalise les deux tiers de ses ventes en couche bébé, le reste en hygiène féminine essentiellement. Cette année, son chiffre d'affaires devrait atteindre 40 M€ (dont 7% à l'export), un peu en retrait sur les prévisions du fait d'une grève majeure de 5 mois d'un fournisseur de cellulose en Finlande ■ **O.D.**

VENTES À DOMICILE : H2O AT HOME VEUT RÉALIMENTER LA POMPE

La pandémie a mis un sérieux coup de frein aux ventes à domicile. Chez H2O at Home, l'heure est venue de remobiliser et renforcer les troupes, après des ventes web « dérisoires » en plein Covid. Le fabricant de produits ménagers et de cosmétiques écologiques est très présent en Hauts-de-France mais surtout dans l'Ouest du pays. « *Une région où la population est particulièrement sensible à l'écologie* », explique Elodie Alvès, Dg depuis 2020. Dans le viseur de H2O at Home : le déploiement de son réseau en Bourgogne Franche-Comté et en Auvergne Rhône-Alpes, entre autres. En Belgique, où elle est implantée depuis 2004, l'entreprise affiche déjà une belle notoriété en Wallonie. Elle veut désormais conquérir la Flandre. L'entreprise

entend attirer dans ses rangs pas moins de 2 000 à 2 500 nouveaux conseillers de vente, payés à la commission. Un chiffre à comparer aux 5 500 conseillers actuels, dont 4 000 dans notre pays. « *Dès l'an prochain, nous allons amplifier notre présence dans les salons événementiels et organiser davantage d'ateliers pour promouvoir notre marque et nos produits. L'objectif est de nous concentrer sur nos marchés actuels avant d'ouvrir de nouveaux pays* », déroule la dirigeante. H2O at Home était présente aux Etats-Unis depuis 13 ans. L'aventure a pris fin avec la fermeture de sa filiale en début d'année faute de rentabilité. Basée à Hallennes-lez-Haubourdin, l'entreprise fait partie du groupe 3E Concept, fondé en 1998 par Guillaume

HALLENNES-LEZ-HAUBOURDIN. Opération séduction au menu 2023 pour la marque de produits d'entretien et de cosmétiques écologiques. Objectif : densifier son réseau de vendeurs en France et en Belgique.

Leymonerie, qui regroupe également la société Decitex. Un fabricant de textiles techniques de « bionettage » pour milieu hospitalier depuis 2000. L'ensemble emploie 250 salariés — 170 dédiés à H2O at Home — pour 81 M€ de chiffre d'affaires ■ **J.K.**



Chaque année, l'ADEME soutient plusieurs centaines de projets en Hauts-de-France en faveur de la Transition écologique. Les aides engagées dans la région représentent en moyenne un montant annuel de l'ordre de 100 M€. L'équipe régionale accompagne tous les acteurs (collectivités, entreprises, particuliers) en leur proposant une ingénierie de financement de projets.



EN BREF

Ecologie itinérante

La 10^e édition des itinéraires de l'Ecologie industrielle et territoriale se tiendra le 29 novembre à IndustriLAB à Méaulte. Un événement organisé par le Pôle Synéo et ECOPAL, avec l'appui de l'ADEME et du conseil régional. Le cru 2022 sera l'occasion de redécouvrir les démarches engagées, aussi bien par des entreprises, des collectivités ou des groupements et de les croiser avec d'autres initiatives nationales d'écologie industrielle et territoriale.

Pour en savoir plus : <https://www.polesyneo.fr/les-10-ans-itineraires-eit/>

Arc mise sur l'écoconception

Le géant des arts de la table Arc veut appuyer sur l'accélérateur de l'économie circulaire. L'un de ses axes est l'éco-conception. Ainsi, l'ambition du groupe est d'écoconcevoir 100% des nouveaux produits de collection en 2025. L'industriel va bénéficier de l'appui d'un expert extérieur pour déployer un plan d'actions en plusieurs phases dont un état des lieux, la formation de l'équipe design à l'éco-conception mais aussi l'internalisation de l'analyse du cycle de vie des produits. Des programmes de R&D pourront être lancés en phase avec ce but global d'alléger l'impact environnemental.

Imagreen veut réduire son empreinte

La société lilloise de conseil en stratégie et acteur RH spécialiste en transition Imagreen fait ses premiers pas dans l'éco-conception, dans le cadre du plan de relance. Imagreen repense son site web à l'occasion du lancement d'un Pôle Conseil Stratégique, destiné à mieux accompagner la transition environnementale et sociale des entreprises. La société souhaite réduire sa propre empreinte carbone, notamment par l'écoconception de son site web, mais aussi le respect des bonnes pratiques de qualité et d'éco-conception. Une démarche soutenue par l'ADEME.



Le fabricant d'emballages pour fleurs Clayrton's (Roubaix) a revu sa gamme grâce à l'éco-conception

L'ÉCO-CONCEPTION, UN LEVIER DE COMPÉTITIVITÉ

« L'éco-conception, c'est un levier de création, d'innovation et de valeur mais aussi de performance. Elle apporte beaucoup de bénéfices directs, a fortiori dans ce contexte de crises multiples ». Pour Marie Tison, coordinatrice du pôle Economie Circulaire à l'ADEME, l'éco-conception fait figure de véritable outil de compétitivité pour les entreprises. L'ADEME est d'ailleurs fortement mobilisée pour accompagner le monde économique dans cette direction, à travers un programme « premiers pas », des diagnostics, des projets de mise en œuvre de démarches d'éco-conception et jusqu'aux projets d'investissement, de R & D ou encore de certification. Nationalement, 1151 opérations d'écoconception ont été accompagnées sur la période 2021-2022 pour un montant total de 23M€ tous fonds et dispositifs confondus. Mais de quoi parle-t-on précisément ? L'éco-conception intègre les aspects environnementaux dès la conception des produits comme des services, à travers une approche multi-critères et avec un outil clé, l'analyse du cycle de vie (ACV). « On regarde toute la chaîne, en partant de la conception, la fabrication, les transports, l'utilisation du bien et sa fin de vie », précise Marie Tison. Si l'éco-conception de services est un peu moins ancrée dans la pratique, elle

est pourtant tout aussi pertinente, en particulier dans certains secteurs très sensibles comme le numérique (CF Imagreen). « Toutes les entreprises, tous les secteurs, sont concernés, avec des domaines davantage prioritaires comme l'agroalimentaire, le numérique, la mode, les industries manufacturières ».

L'écoconception amène à appréhender la question de la sobriété d'une manière ou d'une autre mais aussi à privilégier les boucles locales, ce qui a aussi pour effet induit de réduire son exposition aux risques. Un autre bénéfice de cette démarche est qu'elle permet d'anticiper les réglementations futures. A titre d'exemple, la feuille de route nationale Eco-conception fixe un objectif de réduction de 30% de ressources consommées à l'horizon 2030. La loi AGECE (loi anti-gaspillage pour une économie circulaire) s'intéresse quant à elle à l'obsolescence programmée, au plastique jetable et, plus largement, à la responsabilité élargie du producteur. Autant de perspectives pour lesquelles l'éco-conception apporte un certain nombre de réponses. « C'est aussi important en matière de ressources humaines. Le fait qu'une entreprise se positionne sur l'éco-conception donne une bonne image pour attirer des talents toujours plus en quête de sens », estime Marie Tison ■

ENTREPRISE FAMILIALE : ASSURER SA GOUVERNANCE POUR GARANTIR SA PÉRENNITÉ

Début octobre, l'EDHEC organisait avec la banque belge Degroof Petercam un débat dédié à la gouvernance d'entreprises familiales. Autour de la table (photo) : Rania Labaki, directrice du Family Business Centre de l'école, Karine Charbonnier, co-présidente de l'Institut Français des Administrateurs (IFA) Hauts-de-France et ex-dirigeante de la boulonnerie familiale Beck Industries, mais aussi Frédéric Lucet, fondateur du cabinet de conseils Family & Co et membre du conseil de gérance et du Comité stratégique de l'Association Familiale Mulliez, et enfin Bernard Monassier, notaire notamment de la famille Dassault.

SAVOIR S'ENTOURER...

De la gouvernance dépend la pérennité d'une entreprise. Pour une entreprise familiale, la constitution d'un comité en soutien est crucial. « Ce comité se situe entre le dirigeant, les actionnaires et le management. Il peut trancher certaines décisions voire régler les différends », détaille Bernard Monassier, pour qui le comité se doit d'être reconnu, accepté et surtout

Force ou talon d'Achille ? Gouverner une entreprise en famille est un défi quotidien pour un dirigeant. Partage d'expériences, meilleures pratiques, limites... l'EDHEC s'est penchée sur cette gouvernance particulière à l'occasion d'une table ronde.

irrévocable grâce à des statuts juridiques *ad hoc*.

Autre composante possible au côté de la direction, les administrateurs indépendants. « Ils apportent un effet miroir, une expérience extérieure vitale et utile », estime Karine Charbonnier, elle-même administratrice en région. « Il est essentiel de bien choisir ses administrateurs pour qu'ils apportent de la valeur ajoutée et soient pleinement impliqués dans le conseil d'administration », complète Rania Labaki.

Pour Frédéric Lucet, « les modes de gouvernances traditionnels avec des gens de plus de 40 ans, aux mandats d'une certaine durée, ont fait leur preuve ». Il présume qu'au fil des ans les entreprises seront de plus en plus confrontées à la « dé-gouvernance ». Comprenez une gouvernance décen-

tralisée, impulsée par la jeune génération « qui accepte que l'expérience soit plus intéressante que l'expérience ».

...POUR BIEN TRANSMETTRE

De futurs héritiers qui doivent par ailleurs être intégrés dès que possible à la sphère de l'entreprise familiale. Car, outre une gouvernance solide, la prospérité de la société réside aussi dans la réussite de sa transmission. « La formation des jeunes générations est fondamentale, souligne Karine Charbonnier. L'apprentissage qu'on leur délivre est de l'ordre technique mais pas seulement ». Apprendre à entreprendre, à devenir un bon actionnaire, s'imprégner des valeurs de l'entreprise... « tout cela s'apprend très jeune et a besoin d'insister longtemps », poursuit la co-présidente de l'IFA régional. Au risque de ne pas trouver de relève au sein de la famille au moment venu de la transmission ■ Julie Kiavué



“LES ENTREPRISES FAMILIALES DE TAILLE MOYENNE SONT ASSEZ PEU SENSIBILISÉES AUX ENJEUX DE GOUVERNANCE”

KARINE CHARBONNIER

Brasserie Duyck, 100 ans et l'avenir devant elle !

La commune de Jenlain, dans le Nord, est connue pour les bières du même nom, produites sur place depuis un siècle par la brasserie Duyck. Rencontre avec Mathieu Duyck, qui a pris en 2018 la relève de son père et son grand-père à la tête de l'entreprise familiale et entend bien perpétuer son succès.

«La RSE fait partie intégrante de notre stratégie de développement.»

Mathieu Duyck



Si vous deviez résumer l'histoire de votre entreprise en quelques dates, quelles seraient-elles ?

1922 bien sûr, année de sa création par mon grand-père. Après avoir appris à brasser dans les Flandres avec mon arrière-grand-père, il a racheté à Jenlain une ferme brasserie comme il y en avait tant dans le nord de la France. Passionné par cette activité, il a décidé d'emblée d'abandonner la ferme pour s'y consacrer à plein temps. Ensuite pour se démarquer de ses concurrents, il a inventé la bière de garde, conservée plusieurs semaines en fût avant d'être vendue, au goût plus fin et moins sucré que les autres. Dans les années 1950, après l'apparition du froid industriel, il a été le seul brasseur à continuer à en produire. Un choix fort qui a assuré la renommée de l'entreprise ! En 1968, il a donné un nom à sa bière : celui du village de Jenlain. La grande distribution commençait à se développer et cette marque a facilité notre entrée dans les rayons des supermarchés. En 1990, mon père a pris la direction de la brasserie. Elle était alors mono-produit et mono-distribution. Il a investi massivement pour industrialiser le processus de fabrication, élargi la gamme, amorcé les ventes aux cafés, hôtels et restaurants, démarré les exportations... Avec lui a débuté un nouveau chapitre de notre histoire, que je continue à écrire avec fierté.

La Brasserie Duyck aujourd'hui c'est... ?

Une PME de 49 salariés, qui fabrique et commercialise en France, sous le nom de Jenlain, une gamme de 10 bières dites de spécialité, à l'arôme prononcé. Nos 16,5 M€ de chiffre d'affaires annuel sont réalisés à près de 75 % via la grande distribution. 20% proviennent de ventes aux professionnels de l'hôtellerie-restauration, pour lesquels nous avons lancé en 2017 La Bise, une marque de bière spécifique très désaltérante. Nous exportons assez peu, mais à partir de 2023, nous allons nous donner les moyens de nous développer à l'étranger. La brasserie est encore installée sur son site historique et c'est toujours une entreprise familiale indépendante. Comme il y a un siècle, nous avons la passion de la bière et cultivons la convivialité, le partage, l'inscription dans le temps long.

Il y a deux ans, la brasserie s'est dotée d'un comité RSE, pourquoi ?

On ne peut pas nous accuser de green washing. Notre activité repose sur la transformation de matières premières naturelles et pour nous, préserver l'environnement va de soi. Cela fait même partie intégrante de la culture de l'entreprise et de sa stratégie de développement. La brasserie a d'ailleurs fait très tôt des choix écologiques. Après la deuxième guerre mondiale, quand les bouteilles en verre se sont raréfiées, mon grand-père a ainsi décidé de conditionner sa bière dans des bouteilles de champagne reconditionnées. Je considère aujourd'hui la RSE comme absolument nécessaire, et pas seulement pour des raisons

environnementales : il y a aussi un enjeu économique. D'où la création de ce comité, qui nous permet de mobiliser l'ensemble de l'entreprise sur le sujet.

Que faites-vous pour préserver l'environnement ?

Nous prenons beaucoup d'initiatives pour économiser l'eau et l'énergie. Il y a 25 ans, il nous fallait 20 litres d'eau pour fabriquer un litre de bière, l'essentiel servant au nettoyage. Actuellement, c'est cinq litres et nous visons les trois litres en 2025. L'eau que nous rejetons dans le circuit communal est propre car nous sommes équipés d'une station d'épuration. Grâce aux méthaniseurs de la station, nous produisons du biogaz qui contribue au chauffage de nos locaux. Nous avons également investi dans de nouveaux groupes froids, ce qui a diminué de 25 % notre consommation d'énergie, et prévoyons de changer aussi nos chaudières. Cette politique est cruciale pour l'avenir de l'entreprise, surtout dans un contexte de tensions énergétiques extrêmes et de sécheresses de plus en plus fréquentes.

Vous engager vous aussi sur le plan social ?

Oui. Jusqu'à présent, c'était essentiellement sous forme de dons mais nous nous apprêtons à lancer aussi une démarche de mécénat de compétences. Faire preuve de solidarité compte beaucoup pour nous, qui sommes tellement liés à Jenlain où tout le monde se connaît et s'entraide. Et puis cela soude les équipes et donne encore plus de sens à notre travail collectif ■

ELLE CRÉE UMUS, DES CHAUSSURES (QUASI) NATURELLES

Les chaussures sans la moindre matière animale ou chimique. Le défi que s'est lancé Clothilde Gaumy est colossal. Après 20 ans d'une vie professionnelle versatile, qui l'ont menée d'un cabinet de conseils (Accenture) à une agence d'accompagnement d'artistes (Believe Digital), en passant par une expérience de Dj et d'organisatrice d'événements, cette ingénieure Centrale Lille a créé en 2020 Umus. Une marque de chaussures qui se veut profondément « respectueuse du vivant ». Elle prône l'utilisation de matières naturelles et végétales à l'instar du coton et du lin pour les lacets et la tige (fabriquée en Italie) et du caoutchouc naturel pour la semelle produite en Ardèche. Des matières sourcées en France ou en Europe. « J'ai voulu pousser le curseur très loin. Mais il y a encore des marges de manœuvre », admet la créatrice qui a ouvert ses bureaux à Auxi-le-Château, près d'Hesdin. Les renforts de ses chaussures sont en matière synthétique thermo-

formée — donc en plastique — et la couture Blake (qui relie semelle intérieure, semelle extérieure et tige) est réalisée



CLOTHILDE GAUMY pré-commercialise des chaussures eco-responsables et haut de gamme fabriquées entre la France et l'Italie.

avec un fil synthétique.

Au lancement, Clothilde Gaumy a pu bénéficier de l'accompagnement de l'association Romans Cuir basée à Valence. OÙ la Nordiste s'est formée deux mois aux rudiments de la fabrication de chaussures. Elle a également été incubée à Blanchemaille l'année dernière et a reçu une bourse innovation de 30 K€ de la part de Bpifrance pour ses prototypes et sa pré-série. Celle-ci a été lancée en octobre, avant les premières livraisons courant janvier. Un deuxième modèle Umus est d'ores et déjà annoncé pour 2023. Suivi du lancement commercial en Belgique, au Royaume-Uni et en Allemagne dans la foulée ■ **J.K.**

Les chaussures Umus seront vendues 510 € sur le site de la marque et dans des boutiques haut de gamme ou concept stores situés dans les grandes villes.

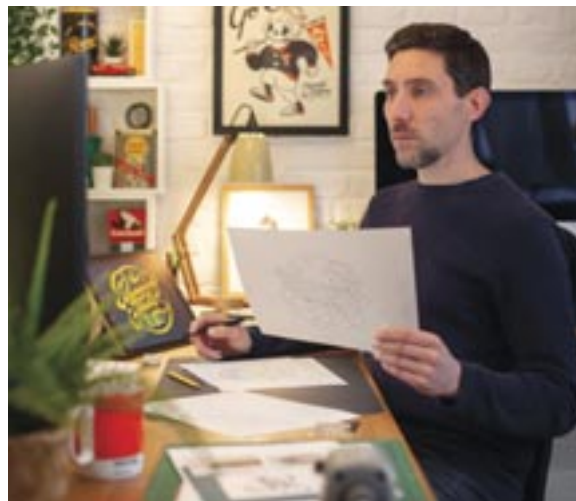
ZEPLIN DESIGN PREND SON ENVOL DANS LE SECTEUR DE LA COM'

Les crises engendrent souvent de nouvelles opportunités. Pour Loïc Ledoux, un graphiste amiénois formé sur les bancs de l'Afpa, puis du spécialiste du mobilier Interior's, les confinements successifs auront été l'occasion de se mettre à son compte. Avec comme ultime déclencheur les difficultés de son dernier employeur, l'agence de communication Grand Nord, placée en redressement judiciaire en décembre 2021. « Accompagné par l'Apec, j'ai pu profiter du dispositif démission-reconversion, qui permet de toucher des allocations chômage pour préparer un projet », témoigne le jeune créatif. Afin de sécuriser son projet, Loïc Ledoux a su s'entourer en faisant appel aux réseaux locaux de soutien à la création d'entreprise. « La CCI m'a aidé sur les aspects financiers, l'établissement du prévisionnel notamment. Initiative Somme m'a accordé un prêt d'honneur de 5 K€, ce qui m'a permis d'acquiescer de quoi bien m'installer.

LOÏC LEDOUX a lancé à Amiens son propre studio graphique multidisciplinaire. Avec l'appui du réseau local d'aide à la création d'entreprise.

Je recherche encore des conseils afin de me perfectionner en matière de prospection commerciale », indique le dirigeant. Grâce à cet accompagnement, Loïc Ledoux a donc lancé, au printemps dernier, Zeplin Design son « studio graphique multidisciplinaire », spécialisé dans le print et la conception d'identités visuelles. « Photo, vidéo, illustration, création d'identité visuelle, conception de magazine ou d'activité, cartographie... Mon objectif est de proposer des prestations complètes en veillant à garantir une bonne qualité de service », détaille Loïc Ledoux, qui parmi ses dernières références compte notamment la communication du « Mois de la Création et de la reprise d'entreprise »,

organisé dans la Somme du 7 au 25 novembre dans la Somme. Seul pour l'heure, mais travaillant en collaboration avec d'autres indépendants, le dirigeant espère boucler sa première année en réalisant quelque 45 K€ de chiffre d'affaires ■ **G.R.**



Il paraît que le succès n'aurait pas de limites. Ça tombe bien, nous non plus.

coBoost offre au dirigeant et à son entreprise un accompagnement sur-mesure afin qu'il puisse identifier et activer ses leviers de croissance.

Notre offre en 3 étapes :

EXPLORER

Construire ensemble une vision partagée et complète de votre entreprise pour identifier ses principaux enjeux de croissance.

PRIORISER

Sélectionner les chantiers prioritaires et écrire ensemble un plan d'actions tenant compte des enjeux de votre entreprise.

AGIR

Mettre en œuvre des actions avec notre collectif d'experts pour délivrer des résultats concrets et mesurables à court et à moyen terme.

Nos valeurs :

LE DIRIGEANT

L'alignement du projet du dirigeant et du projet de son entreprise.

L'HUMAIN

L'entreprise, c'est d'abord une histoire de femmes et d'hommes.

LA COLLABORATION

La force du collectif au service de la croissance de l'entreprise.

L'AUTHENTICITÉ

Une démarche sincère et partagée, pour avancer ensemble vers le bon chemin.

Partageons bien plus que vos succès !

Contact :
Olivier MARECHALLE - Président
omarechalle@coboost.fr
06 07 78 39 17

www.coboost.fr

TIKAMOON SE RÊVE RÉFÉRENCE DU MEUBLE DURABLE EN EUROPE

Déjà présent dans cinq pays, le fabricant et e-commerçant de meubles en bois déroule une feuille de route mondiale très ambitieuse. Objectif : tripler en cinq ans.

Pour Arnaud Vanpoperinghe, Pdg de Tikamoon, l'heure est venue de l'accélération sur la scène mondiale. Avec l'ambition affichée de devenir à terme la référence du meuble durable en Europe. « Mais aussi une entreprise à mission connue et reconnue », complète celui qui a repris l'entreprise aux mains d'Adeo (maison-mère de Leroy Merlin) en 2021 au côté de Thibault Deslorieux (photo) et avec le soutien du fonds ERES. Sur la feuille de route des deux dirigeants : le lancement aux Pays-Bas d'abord, dès la fin 2022. Déjà présent en Allemagne, au Royaume-Uni, en Espagne, en Italie et en Suisse - dernier pays ouvert il y a un an et demi -, Tikamoon entend ensuite poser un pied dans les pays nordiques, la Pologne et le Portugal dans les cinq prochaines années. La marque nordiste de meubles en bois massif se prépare également à attaquer le marché américain. Où elle mène depuis un an des tests avec un e-distributeur local. « Maintenant que l'on sait qu'il y a un vrai potentiel aux Etats-Unis, nous allons donner à notre partenaire les moyens d'accélérer avec du stock disponible sur place. Jusqu'à présent, on lui envoyait les meubles commandés. Désormais, il pourra réduire ses délais de livraison de quelques semaines à 7 jours », détaille le Pdg.

Avec ses 200 collaborateurs, Tikamoon réalise à ce jour la moitié de ses 100 M€ de chiffre d'affaires à l'export. Confiants, ses dirigeants visent les 300 M€ de ventes en 2027. « On est rentable depuis



notre lancement en 2008 sous forme de boutique eBay, confie Arnaud Vanpoperinghe. Tikamoon est la preuve qu'on peut être croissant et rentable tout en étant profitable pour la planète ».

MODÈLE HYBRIDE

Pour y parvenir, outre l'international, l'e-commerce nordiste mise aussi sur les points de ventes...physiques. En effet, après une expérimentation concluante menée dans un pop-up store au BHV Marais à Paris, Tikamoon s'apprête à créer son propre réseau de magasins. « C'est un nouveau métier pour nous. On a recruté une responsable spécialiste

du retail qui supervisera ce développement », annonce Arnaud Vanpoperinghe. La première boutique Tikamoon ouvrira à Lille en 2023. En lien avec ses aspirations mondiales, l'entreprise souhaite ouvrir une quinzaine de magasins, d'abord dans les capitales européennes, d'ici 2027.

Afin d'anticiper la demande supplémentaire à venir, Tikamoon développe son équipe sourcing en Europe de l'Est et travaille sur l'Europe de l'Ouest.

En parallèle, la société renforce ses partenariats existants et en développe de nouveaux en Indonésie ■

Julie Kiavué



“ON PEUT ÊTRE CROISSANT
ET RENTABLE TOUT EN ÉTANT
PROFITABLE POUR LA PLANÈTE”

ARNAUD VANPOPERINGHE

éco 121

1 AN
64,90€

La référence de l'info éco dans les Hauts-de-France

- L'actu éco des Hauts-de-France à 360°
- Une information sûre, sérieuse et indépendante
- Une connaissance en profondeur de l'économie régionale
- La parole donnée aux acteurs de la vie économique

Retrouvez-nous chaque mois, mais aussi en fil continu sur notre site web www.eco121.fr

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR WWW.ECO121.FR !

TÉL. 03 55 33 21 05

Bulletin d'abonnement

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de **64,90€**
 2 ans (20 n°) au prix de **94,90€**

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
 Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520



NOM _____ PRÉNOM _____
SOCIÉTÉ / ORGANISATION _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____ TÉL. _____
E-MAIL _____

éco 121

ECOPRESSE - PARC RIVÉO
300 RUE DE LILLE
69520 MARQUETTE-LEZ-LILLE



REVIVAL BIONICS INVENTE UN PIED BIONIQUE POUR LES AMPUTÉS

Fondée à Compiègne par un ingénieur UTC, la start up a mis au point un pied bionique capable de reproduire fidèlement les mouvements de la marche.

Trop lourdes, trop fragiles, peu pratiques. C'est, en résumé, l'avis que Guillaume Baniel, un ingénieur de l'université de technologie de Compiègne (UTC), porte sur les prothèses mécaniques existantes, destinées aux personnes amputées du pied. C'est pourquoi, il a décidé de créer en 2021 sa start-up, Revival Bionics, pour développer un modèle bionique, capable d'imiter parfaitement le mouvement de la marche. «Les produits actuels exigent que la personne compense elle-même une partie du handicap ce qui occasionne des pathologies du dos ou des articulations,

ainsi qu'une réduction du périmètre de marche. Notre technologie vient résoudre ces problématiques », explique le dirigeant.

Un an de R&D et 200 K€ d'investissement, financés sur fonds propres, ainsi qu'avec l'aide de la Région et de Bpifrance, ont été nécessaires à la mise au point du prototype, basé sur la biomécatronique. Un moteur, alimenté par une batterie placée dans le talon, assure ainsi le mouvement, contrôlé par une intelligence artificielle. L'articulation du pied étant soumise à de fortes contraintes, 300 kg de tension à chaque pas pour le seul talon d'Achille, la start-up a conçu sa prothèse en utilisant des matériaux à la fois solides et légers, comme l'aluminium aéronautique par exemple. «Le plus difficile a été de miniaturiser les composants pour les faire entrer dans la taille d'une chaussure », détaille Guillaume Baniel, aujourd'hui associé à Nathan Girard, un in-

génieur spécialiste en robotique. L'innovation, brevetée, a valu à la start-up d'obtenir le premier grand prix d'I-Lab, le concours national d'aide à la création d'entreprises de technologies innovantes. «Nous sommes la première entreprise de la région à gagner ce prix depuis le lancement du concours en 1999 », affirme l'ingénieur. A la clé : une subvention « d'un demi-million d'euros qui nous permettra de poursuivre nos travaux », ajoute Guillaume Baniel. Basée à Compiègne et incubé par Eurasanté, Revival Bionics compte en effet industrialiser sa technologie. La start-up veut pour cela boucler, d'ici l'année prochaine, une première levée de fonds de 2,8 M€. Ce futur tour de table devrait permettre à l'entreprise de monter une nouvelle marche. Le temps presse. Plusieurs concurrents, américain et belge notamment, ont présenté des modèles de prothèse bioniques. Bien que développés moyennant des millions d'euros d'investissement, ils n'égalent toutefois pas les performances de Revival Bionics, notamment en termes d'autonomie et d'ergonomie du dispositif ■

Guillaume Roussange

“LE PLUS DIFFICILE A ÉTÉ DE
MINIATURISER LES COMPOSANTS”
GUILLAUME BANIEL

LA FAMILLE FORTIN S'ENCORDE AU GROUPE COUSIN

WERWICQ-SUD. Antoine Fortin et son fils Tanguy prennent les rênes du fabricant nordiste de cordages techniques. Sur leur feuille de route : capitaliser sur l'existant, avant de chercher la croissance à l'export.

Il y a trois ans, la holding familiale Dalle & Associés cédaït la majorité de Cousin Medical à Turenne Capital. Aujourd'hui, elle coupe le cordon avec le Groupe Cousin, composé de Cousin Trestec et Cousin Composites, qu'elle avait repris en 2007. Elle conserve toutefois 30% du capital de ce fabricant de cordages techniques pour les loisirs, l'industrie ou encore la défense. L'entreprise de Werwicq-Sud garde pour autant son caractère familial puisqu'elle poursuivra son histoire sous la houlette de Tanguy Fortin, Dg, et de son père

Antoine, président. Ce dernier dirigeait auparavant le chocolatier confiseur Chocmod. Serial repreneur, Antoine Fortin a également mis la main il y a quelques mois, en parallèle, sur le fabricant d'abris et d'aménagements de jardin Lemman Bois à Marcq-en-Baroeul.

Pour la reprise de Cousin, la famille Fortin a été accompagnée par le cabinet de conseil Septentrion Finance. L'opération, entérinée mi-septembre, « s'est faite en direct et en un an. Donc assez rapidement », raconte Antoine Fortin. « Je sais



"LE FAIT D'ÊTRE ASSOCIÉ À MON FILS DONNE DES AILES"

ANTOINE FORTIN, PRÉSIDENT

qu'il y a des choses à faire avec Cousin et je pense pouvoir en réaliser beaucoup grâce à mon bon sens », estime celui pour qui le dossier de reprise parfait n'existe pas. « Quand il y a 10% de certitude, c'est suffisant pour se lancer ! »

BONS PÈRES DE FAMILLE

Le passage de flambeau semble vu d'un bon oeil du côté des 150 salariés. « Nous avons été très bien accueillis. Je pense qu'ils ont été rassurés de voir arriver une autre famille à la tête du groupe », poursuit le nouveau président. En bons pères de famille, Antoine et Tanguy Fortin souhaitent dérouler leur feuille de route, tout en gardant un oeil vigilant sur le contexte actuel. Leur première préoccupation est la marge, en raison de la flambée du coût des matières premières et de l'électricité, très utilisée dans le process industriel du groupe.

Mais pas de quoi effrayer Antoine Fortin. Pour lui, les gilets jaunes, la pandémie et maintenant la guerre en Ukraine représentent une opportunité pour les industries nationales comme Cousin. « Les grands donneurs d'ordre sont sensibles à notre fabrication française. Depuis sa création en 1848, l'entreprise en a vécu et traversé, des crises ! Donc ce qui se passe aujourd'hui ne la fera pas tomber ».

Le Nordiste dit vouloir capitaliser sur l'expérience, le savoir-faire et la marque employeur « forte » de Cousin. Avant d'accélérer à l'international. « Les Etats-Unis par exemple peuvent être un marché levier pour nous, notamment dans les secteurs de l'élagage et la sécurité », indique Tanguy Fortin. Son entreprise réalise à ce jour 20 à 25% de ses 30 M€ de ventes à l'export ■ J.K.



CÉDRIC POZNIAK

CONSULTANT ET COACH PROFESSIONNEL QUINTESENS

VERS UNE NOUVELLE VOIE PROFESSIONNELLE ?

Grande démission, *quiet quitting* envahissent nos discussions professionnelles. Les périodes d'isolement durant la pandémie, les crises géopolitiques et énergétiques nous amènent à réfléchir à notre « moi » profond. Quel est le sens de ma vie professionnelle ? Suis-je aligné avec mes valeurs ? Mon quotidien professionnel correspond-il à mes aspirations et envies ? Autant de questions que grand nombre de collaborateurs se posent. Et certains se mettent en action et quittent leur emploi actuel pour une nouvelle aventure. Plus d'un million de collaborateurs ont démissionné sur le 1er semestre 2022. Près de 50% d'entre eux regrettent ce choix. Désillusion ? Mauvais choix ? Mauvaise connaissance du nouveau poste ou de la nouvelle entreprise ? Autant de facteurs qui expliquent ce regret. J'ai moi-même vécu il y a quelques années un changement de direction. Pleinement réussi car je ne me suis jamais autant senti heureux. Voici quelques conseils que je peux donc

vous suggérer pour une transition professionnelle réussie.

CONSEIL 1: POSEZ-VOUS.

Prenez le temps de faire le point sur vous-même. Cet investissement temps vous permettra de gagner en précision et en impact dans l'écriture de votre projet. Faites le point sur qui vous êtes, ce que vous aimez faire, vos qualités, compétences et vos envies. Pensez aussi à vos besoins matériels et aux concessions que vous pourriez faire.



"L'UTILISATION DE VOTRE RÉSEAU EST UNE CLÉ MAÎTRESSE DE LA RÉUSSITE DE VOTRE REPOSITIONNEMENT."

CONSEIL 2: AUTORISEZ-VOUS À RÉVER.

Reconnectez-vous à votre cœur, vos passions ou centres d'intérêts. Repensez à ce que vous auriez aimé faire quand vous étiez petit. Ecrivez la liste de vos envies afin d'ouvrir des portes et élargir votre champ des possibles.

CONSEIL 3: DÉVELOPPEZ VOTRE CONNAISSANCE DES MÉTIERS OU SECTEURS CIBLES.

Rencontrez, encore et encore des personnes en poste dans vos métiers cibles ou dans les secteurs visés afin d'affiner l'image que vous avez de ceux-ci. Les fiches ROME disponibles sur Internet peuvent aussi vous y aider. Vous entretenez ainsi dans une sélection naturelle afin de passer du rêve à la réalité.

CONSEIL 4 : NE VOUS ISOLEZ PAS, AU CONTRAIRE PARTAGEZ VOTRE RÉFLEXION ET VOS PROJETS.

L'utilisation de votre réseau est une clé maîtresse de la réussite de votre repositionnement. Sollicitez vos proches, vos anciens collègues, les amis de vos amis. Parlez de vous et de votre projet car 75% des repositionnements de cadres sont réalisés grâce au réseau. Faire un métier que l'on aime n'a pas de prix. Avoir un quotidien professionnel sans aller « au travail » nous rend léger... Il ne me reste donc qu'à vous souhaiter une belle réflexion ! ■

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE SUR WWW.ECO121.FR !

TÉL. 03 55 33 21 05

Bulletin d'abonnement

OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de 64,90€
- 2 ans (20 n°) au prix de 94,90€

+ Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse
- Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520



NOM _____ PRÉNOM _____

SOCIÉTÉ / ORGANISATION _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

VILLE _____ TÉL. _____

E-MAIL _____

éco 121
 ECOPRESSE - PARC RIVÉO
 300 RUE DE LILLE
 59520 MARQUETTE-LEZ-LILLE

ALAIN VAMOUR
ASSOCIÉ BIGNON LEBRAY

LE PROJET D'ÉOLIENNES DEVANT LA CÔTE D'OPALE

L'Etat a prévu d'implanter un parc éolien de 50 km², avec 46 éoliennes, visibles à l'œil nu, de Dunkerque à Nieuport, s'agissant des plus grandes éoliennes au monde (300 mètres de haut), à 11 kilomètres des côtes. Large de 15 km, le parc ferait face aux plages du Nord (Malo, Leffrinckoucke, Zuydcoote et Bray-Dunes) et aux Dunes de Flandres, espace naturel labellisé « Grand Site de France ». Il serait « coincé » entre le port de Dunkerque à l'Ouest, la frontière belge à l'Est et le proche rail maritime, 2^e détroit le plus emprunté du monde, avec 600 navires quotidiens (400 Nord/Sud et 200 Est/Ouest).

L'Etat a choisi le 14 juin 2019 un consortium franco-allemand, étonnamment dénommé « Eoliennes en mer de Dunkerque », pour construire et exploiter ce parc éolien pendant 30 ans, pour produire 600 MW. Une enquête publique en 2020 a été critiquée par la Commission Nationale du Débat Public (avis du 07.10.21). Ce projet, prévu sur une zone Natura 2000, est aussi réprouvé par le Conseil National de Protection de la Nature (avis du 6 juillet 2021).

Le consortium a néanmoins décidé, le 10 mai 2021, de lancer les études complémentaires nécessaires au projet.

Un projet hors normes, de 1,4 milliard €, suppose des autorisations hors normes, telles que « le permis enveloppe », qui permet une évolution du projet sans permis modificatif. De plus, le consortium doit obtenir une autorisation environnementale, et une autorisation d'occuper le domaine

public maritime, avec les « éoliennes », fondées par monopieux, dans le tréfonds sous-marin. L'enquête publique, prévue en 2023, exposera l'impact du projet sur la flore et surtout la faune (poissons, cétaqués et surtout les millions d'oiseaux migrateurs empruntant chaque année la voie du Déroit). Puis, le consortium décidera en 2025 de lancer ou non le chantier si, entre temps, les autorisations administratives sont obtenues et, en cas de recours, validées par les juges français et européens.

Ce projet soulève en effet la question de la conformité

du droit français de l'environnement, au droit européen, protecteur aussi bien des espèces protégées que des intérêts des Etats voisins.

Prévu en un lieu unique, « où s'est fait l'histoire », comme le rappelle le site des « Dunes de Flandres », ce projet devra aussi démontrer sa compatibilité avec les impératifs économiques de la pêche et de la conchyliculture, du tourisme et de la plaisance et de la sécurité maritime ■



“LE CONSORTIUM DÉCIDERA EN 2025 DE LANCER OU NON LE CHANTIER”

BRUNO PLATEL
AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

ABANDON DE POSTE ET DÉMISSION : UNE LIAISON DANGEREUSE ?

Dans le cadre de l'examen en première lecture du projet de loi à l'Assemblée Nationale portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail, un amendement largement médiatisé prévoit que le salarié qui a abandonné « volontairement » son poste et ne reprend pas le travail après mise en demeure de l'employeur est réputé démissionnaire.

De son côté, l'employeur devra justifier avoir mis en demeure le salarié de reprendre son travail par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge, cette seconde modalité de mise en demeure interpellant le praticien s'agissant d'un salarié qui a abandonné son poste !

L'adoption de cet amendement vise clairement à exclure le droit du salarié à l'indemnisation chômage en créant dans cette hypothèse spécifique une présomption de démission. Le texte n'a donc ni pour objet, ni pour effet de sécuriser l'entreprise pouvant être de plus en plus souvent confrontée à la situation de salariés qui ne se présentent plus au travail sans aucune information, ni justification de la durée et de la cause de leur absence et donc de la date de leur retour.

Si cet amendement a été largement critiqué en ce qu'il serait susceptible de créer une certaine précarité du salarié, force est de constater que la réforme envisagée em-

porte une sécurisation très relative de l'entreprise.

En effet, et en premier lieu, l'amendement exclut l'application de cette présomption lorsque l'absence du salarié est liée à des problèmes de santé ou de sécurité. L'imprécision de ce texte laisse ainsi place à des interprétations assez divergentes sur les cas où le salarié pourra obtenir l'exclusion de cette présomption.

Plus fondamentalement, l'application de cette présomption emporte le droit du salarié de saisir le Conseil de Prud'hommes pour obtenir la requalification de la rupture de son contrat de travail.

S'il peut écarter l'application de cette présomption de démission, on peut craindre en l'absence de précision du texte que la rupture du contrat de travail soit alors requalifiée en licenciement avec a minima le corollaire du versement de l'indemnité de licenciement et du préavis, voire des dommages et intérêts pour licenciement sans cause réelle et sérieuse.

En synthèse, il n'est pas certain que cet amendement, s'il était adopté définitivement, réduise les situations d'abandon de poste. Au-delà, se posera la question pour l'entreprise de l'attitude à adopter et de l'opportunité de prendre l'initiative en pareille hypothèse d'un licenciement pour faute grave pour réduire le risque prud'homal ■



“LA RÉFORME ENVISAGÉE EMPORTE UNE SÉCURISATION TRÈS RELATIVE DE L'ENTREPRISE”

PRIÈRE DE TOUCHER

Contempler l'art par le toucher. Contrairement à la visite traditionnelle d'un musée, celle proposée par le Palais des Beaux-Arts de Lille se veut sensorielle. Techniques, matières, sujets... avec *Prière de toucher, l'art et la matière* l'expérience se veut tactile grâce à des reproductions de sculptures occidentales de l'Antiquité à l'Art moderne.

Expo gratuite au Palais des Beaux-Arts de Lille
Jusqu'au 27 février 2023.
Tous les jours sauf le mardi.
pba.lille.fr / 03 20 06 78 00



© PBA Lille-JM Dauriel

©Priska Ketterer

CORPS EN LUTTE

La photo a très tôt servi les luttes. Photojournalistes et photomonteurs ont accompagné les femmes et les hommes en lutte. Mais quelle lutte exprime le corps ? Que saisit le photographe lorsqu'il capture ces instants de pulsion ? L'expo *Corps Lutte* prend vie à travers les œuvres de 9 artistes. Des collections du Centre régional de la photographie de Douchy-les-Mines et à découvrir jusqu'au 13 décembre dans la galerie de l'Esad - Ecole supérieure d'art et de design de Valenciennes.

Gratuit. Du lundi au vendredi, de 9h à 19h (20h les mardi et jeudi)

Sur rendez-vous : 03 27 24 80 19
www.esad-valenciennes.fr



© Claude Dityon



MENUS À BORD

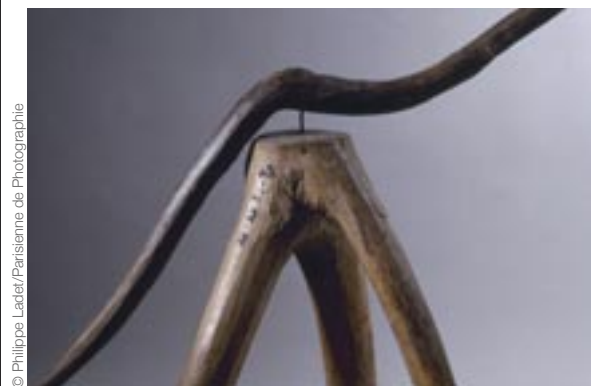
Pour ses 30 ans, le musée portuaire de Dunkerque prend le large ! Avec à bord une expo dédiée aux coulisses des paquebots de légende français... et de leur gastronomie. Au menu : voyage maritime entre l'Ancien continent et le Nouveau Monde, où l'art culinaire rendait la traversée inoubliable.

9 quai de la Citadelle
Tous les jours de 10h à 12h30 et de 13h30 à 18h
6€/4€
www.museeportuaire.com - 03 28 63 33 39

©Simon Garet

MOZART HONGROIS

Avec *Dialog mit Mozart – Da Capo*, le compositeur hongrois Peter Eötvös imagine un dialogue en utilisant des fragments laissés inachevés par Mozart. Dialogue qui résonnera dans l'auditorium du Nouveau Siècle fin novembre à l'occasion d'un concert symphonique. Au programme également : le concerto pour saxophone Focus (commande de l'ONL) interprété par le suisse Marcus Weiss. Suivi de la Symphonie n°41 de Mozart sous la direction de la cheffe Elena Schwarz (photo), révélation des Victoires de la Musique Classique en 2018.
Le 24 novembre à 20h. Auditorium du Nouveau Siècle - 55€
www.onlille.com — 03 20 12 82 40



© Philippe Ladiet/Parisienne de Photographie

OR DU TEMPS

Depuis cet automne, le Lille Métropole Musée d'art moderne repense l'histoire de la création artistique du XXe siècle. En accueillant un parcours chronologique, de la fin des années 1920 aux années 1960, reliant surréalisme, art brut et art naturel. *Chercher l'or du temps*, un corpus de 300 œuvres, documents et objets d'une cinquantaine d'artistes et écrivains internationaux à découvrir jusqu'en janvier 2023.

Du mardi au dimanche de 10h à 18h
7€/10€
www.musee-lam.fr - 03 20 19 68 68

TAPIS ROUGE ARRAGEOIS

L'Arras Film Festival revient fouler la Grand'Place dès le 4 novembre, avec des invités de renom. Gad Elmaleh, Mathilde Seigner, José Garcia, le réalisateur Philippe Lioret ou encore l'humoriste Claudia Tagbo sont attendus parmi les 150 invités annoncés. 120 longs métrages, dont 80 inédits ou avant-premières, seront projetés tout au long du festival. Une édition 2022 présidée par le producteur et scénariste Thomas Lilti.

Du 4 au 13 novembre
Info sur www.arrasfilmfestival.com

Ci-dessous, le court-métrage *Les Pires* tourné en Hauts-de-France



ART USUEL

A la galerie Bacqueville à Lille, se noue un échange entre sculpture et peinture à travers l'exposition *Vestibules*. Créée par les artistes Côme Clérino et Io Burgard, cette sélection d'œuvres entend créer un espace de vie où les objets se veulent à la fois visuels et fonctionnels. Tout une ambiguïté à explorer jusqu'au 11 novembre.

Galerie Bacqueville, 32 rue Thiers, Lille
www.galeriebacqueville.com
 06 99 69 04 04 —
contact@galeriebacqueville.com



TRIANGLE AMOUREUX À LA MOLIÈRE

Par crainte du cocuage, Arnolphe a élevé Agnès sa pupille dans la réclusion et l'ignorance en vue de l'épouser à sa maturité. Quand la jeune fille est courtisée par Horace, le stratagème finit par s'effondrer et révéler toute la dimension tyrannique et pathétique du personnage. Une histoire de mariage arrangé et de séquestration, leitmotifs chers à Molière et aux échos toujours contemporains.

Le 9 novembre à 20h au Théâtre Raymond Devos, Tourcoing
9€ à 20€. Billetterie sur www.lavirgule.com - 03 20 27 13 63

Le goût d'ÉCO121

Comme tous les mois, Didier Nicolas pose son regard indépendant sur un établissement de la région. Ce mois-ci, L'Origine, à Gouy-en-Artois.



L'Origine, une jeune table ambitieuse à la campagne

Maellie Poynard et Alexandre Laboureur sont jeunes et pleins d'enthousiasme. Ils ont quitté leur petit restaurant du centre de Lille « A la maison » pour ouvrir une table plus spacieuse en pleine campagne à Gouy-en-Artois, non loin d'Arras. Lui s'affaire en salle, elle en cuisine. Il a mûri son expérience à la Part des Anges d'Anthony Chevalier, œnologue réputé. Elle, après un centre de formation lillois, a appris la cuisine dans divers restaurants dont les Hauts de Lille (Eco121 n°119) et surtout Clément Marot, après un stage au Plaza Athénée.

L'on entre dans un ancien corps de ferme qui fut aussi le café du village, par sa cour carrée, élégamment éclairée. La salle de restaurant en angle, spacieuse, a été mise sobrement à l'air du temps, dans les tons gris et clairs, tables en bois blanc, fauteuils tulipe.

Le midi est servi un menu du jour à 25 €. Le soir, en plus d'une carte très courte (bœuf japonais en tataki et rôti le jour de notre visite) sont proposées des formules à l'aveugle de 40 à 70 € selon le nombre de services (3 à 6), pouvant être accompagnées d'« accord vins ».

La cuisine est aussi dans l'air du temps : pétales de fleurs, présentation photogénique et désir d'étonner. Ainsi les plats sont nommés selon la mode par l'énumération des ingrédients qui les

composent ou plutôt y sont associés, parfois de façon anecdotique, si possible avec noms obscurs (exotiques, techniques, ou d'origine), qui font davantage chanter l'énumération que la dégustation.

Nous commençâmes avec, en guise d'amuse-bouche, une « tuile aux drêches (*résidu solide de la bière*), crème d'ails fumés d'Arleux, œufs de lump, et tagètes (*fleurs*) ». Plaisant. En première entrée, « Carpaccio de saint-jacques du Boulonnais, œufs de maquereau fumés, perles citron yuzu, vinaigre balsamique, roquette sauvage ». Le yuzu est un citron japonais. Garni de framboises envahissantes; la délicatesse de la coquille, très fraîchement décoquillée, n'en demande pas tant (frustrant pour un chef!). Seconde entrée: « Oignon rôti, langoustines, oignons pickles, bisque de langoustine, pousse pak choi ». Le pak choi ou bok choi est une variété de chou chinois. La langoustine, crue, est-elle dans son meilleur appareil ?

Ensuite, vint le « bœuf de Galice mûri 40 jours, poire rôti, légumes croquants (radis, chou fleur) cresson, vinaigre de courges, huile de noisette ». Le bœuf, dans la noix d'entrecôte, même un peu cuit, était remarquable, mais mal servie par une salade froide trop croquante, les haricots de Paimpol annoncés par erreur mais finalement

Maellie Poynard et Alexandre Laboureur ont quitté la rue de Paris à Lille pour ouvrir leur établissement en pleine campagne arrageoise.

servis furent bien plus aimables pour le bœuf. La clôture se fit par « Clafoutis potimarron, crème de marron, tagètes, poudre de graines de courges torréfiées, granité à la bière ». Joli et sans grand intérêt. Tout cela est très jovialement servi par Alexandre, avec un très bon pain de la boulangerie arrageoise Levain du Nord et arrosé d'un bon choix de vins. L'attention chaleureuse va jusqu'à proposer en fin de repas le détail du menu dégusté avec dédicace de la cheffe. En complément, Alexandre s'est passionné pour la fabrication de la bière, il a installé une petite brasserie dont il pourra commercialiser la bière incessamment et proposer des « accords bières ». **Didier Nicolas**



L'ORIGINE
Ouvert du mercredi
au samedi 12h-14h
et jeudi au samedi
19h-22h30
Origine
16 rue de Monchiet
62123 Gouy-en-Artois
T 03 21 22 35 40
www.originerestaurant.fr



FONDATION



Redonnons vie à nos trésors !

Les projets de restauration soutenus par la Fondation du patrimoine participent à la création d'emplois, à la transmission de nos savoir-faire et à l'attractivité touristique.

1€ de don au patrimoine = **21€** de retombées économiques



Oui, je souhaite soutenir les actions de la Fondation du patrimoine.

BULLETIN DE DON



En ligne

Sur notre site sécurisé : fondation-patrimoine.org



Par chèque

À envoyer à l'aide de ce bulletin de don à :

Fondation du patrimoine - 268 boulevard Clémenceau - 59700 Marcq-en-Barœul

Je fais un don de _____ € et je bénéficie d'une réduction fiscale.

Le reçu fiscal vous sera adressé par e-mail. Si vous souhaitez le recevoir par courrier postal, merci de cocher la case ci-contre.

M. Mme Nom/Prénom _____

Société _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____ E-mail _____

Les informations que vous nous communiquez dans ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées aux personnes habilitées par la Fondation du patrimoine. Conformément aux articles 29 et suivants de la Loi Informatique et Libertés et au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), en fournissant votre identité, vous bénéficiez de droits d'accès, de rectification, d'effacement ou de portabilité de vos données, du droit de retirer un consentement préalablement donné, ou, pour des motifs légitimes de vous y opposer totalement ou partiellement, ou encore à en demander la limitation. Pour exercer vos différents droits, vous pouvez envoyer un mail au Délégué à la Protection des Données de la Fondation du patrimoine : dpp@fondation-patrimoine.org



d'
UNE IDÉE
à
SA RÉALISATION

1^{RE} BANQUE DES PME*

BANQUE POPULAIRE **+X**

la réussite est en vous

*Étude Kantar PME-PMI 2021 - Banques Populaires : 1^{re} banque des PME

BPCE • Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 180 478 270 euros • Siège social : 50, avenue Pierre Mendès France - 75201 Paris Cedex 13
RCS Paris n° 493 455 042 • Crédit photo : Getty Images • ROSA PARIS

